NUMERO 624 PRIX : 6 F JUIN-JUILLET 1976

la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE RÉVOLUTIONNAIRE - FONDÉE PAR PIERRE MONATTE EN 1925

APRÈS LE CONGRÈS DE LA C.F.D.T.

UNE UNITÉ D'ACTION DIFFICILE

Nous n'avions pas manqué les précédents congrès de la C.F.D.T. Nous en avions donné ici de longs comptes-rendus et les commentaires de notre encre. Cette fois, plusieurs raisons pratiques nous ont empêchés d'assister au congrès d'Annecy. Nous le regrettons, car rien ne vaut la présence pour juger d'un congrès et de l'organisation dont il veut être la représentation. C'est encore plus vrai pour un congrès de la C.F.D.T. où rien ne semble joué d'avance, où règnent encore le dynamisme et la spontanéité de la jeunesse. C'est un aspect vivant — je dis bien : un aspect — du mouvement ouvrier français d'aujourd'hui, un aspect inconfortable parfois, dérangeant pour les vieux habitués des congrès syndicaux comme sont dérangeantes pour les vieux habitués de la Comédie Française les mises en scène modernes des pièces classiques. Mais il n'est pas

par Raymond GUILLORÉ

possible, dans la lutte de la classe ouvrière actuelle, de négliger cette branche du mouvement syndical ouvrier. On le voudrait qu'on ne le pourrait pas, puisqu'elle elle est là dans tous les combats d'aujourd'hui, avec ses qualités et, évidemment, ses défauts. Ses congrès ne ressemblent certes pas aux cérémonies auxquelles on donne ce nom dans la C.G.T. nouvelle manière. C'est ce qui les rend intéressants.

Je n'étais donc pas au congrès d'Annecy. Je le regrette. Dès le compte rendu du premier jour, j'ai failli ne pas le regretter. Qu'est-ce que c'est que cette bêtise « d'expulser » du congrès l'attaché social de l'ambassade des Etats-Unis ? Il y avait été invité avec d'autres représentants de gouvernements, par la direction de la confédération. On aurait admis que le congrès se refuse à cette présence en général. Mais la majorité des congressistes et des voix qu'elle représentait décida, contre le bureau national et sa commission exécutive, d'exclure seulement celui-là, représentant, paraît-il, l'impérialisme américain. Comme impérialisme, il n'y a donc que celui-là ? Faudrait-il en conclure que la C.F.D.T. — du moins la majorité exprimée par son congrès — a déjà pris parti dans la guerre sourde (pas sourde partout) qui opposent les grands impérialismes de la planète ? Si c'était vrai, nous répondrions que nous aussi, nous avons pris parti, mais ce n'est ni pour l'un ni pour l'autre de ces requins ; nous dirions que le rôle d'une organisation syndicale ouvrière, authentiquement internationaliste, est de prendre parti contre eux tous

DANS CE NUMERO :

pour les peuples, pour leur sécurité, c'est-à-dire pour la paix.

Ou bien, il ne fallait pas inviter ces « conseillers sociaux » des ambassades, en raison d'un principe de rupture formelle avec les gouvernements quels qu'ils soient ; ou bien il fallait, après les avoir invités sans discrimination, les tolérer tous comme figurants et comme témoins. Prenons ce premier incident pour une bêtise gauchiste. Ça ne coûte pas cher et ça ne vaut pas davantage. Cette petite manifestation a entraîné évidemment le départ, par solidarité, des autres « attachés sociaux ». On dira que c'était mieux ainsi. Alors, il ne fallait pas les inviter. Certains ultra-gauchistes ont pris l'habitude de se satisfaire de petites victoires.

*

Ont-ils eu d'autres victoires au cours de ce congrès ? Georges Séguy a vu 40 % de gauchistes ! Il l'a dit à une émission « C'est-à-dire » où il avait la vedette. Reconnaissons qu'il nous étonne encore, alors que nous croyions le voir venir de loin avec ses gros sabots. De loin, parce qu'il reste dans la bonne ligne du stalinisme installé à la direction d'une C.G.T. dont les statuts mêmes ont changé. Il n'en revient pas qu'il puisse exister une organisation syndicale où des minorités variables dans leur nombre et dans leur composition puissent s'exprimer ouvertement, sans que la cohésion de l'ensemble soit mise en cause. Il continuera quand même d'affirmer que « le syndicat groupe en dehors de toute école politique les travailleurs conscients de la lutte à mener pour l'abolition du patronat et du salariat ». Non ! je me trompe ! Il ne le dira plus. La direction du P.C.F., qui dirige, en annexe de masse, la C.G.T., a réussi à faire rayer des statuts cette formule encombrante.

Donc, Séguy a découvert dans le congrès d'Annecy de son « allié » C.F.D.T., une opposition de 40 % de gauchistes. Il y a toujours cette difficulté de s'entendre sur les mots. « Gauchiste », c'est un terme relatif. On est gauchiste par rapport à quelque chose ou à quelqu'un. Pour nous, nous avons compté, par rapport à Séguy, à son orientation, à son comportement syndical, 100 % de gauchistes. Oui ! en dépit de toute la gesticulation menée actuellement par la direction de la C.G.T., derrière celle du P.C.F., qui nie en fait l'unité d'action et qui collectionne les échecs.

Au cours de cette même émission « C'est-à-dire », Séguy a voulu aussi répondre à cette accusation (nous dirions : à cette évidence vérifiée chaque jour) que c'était le P.C.F. qui dirigeait la C.G.T. Il a compté devant nous, largement : 500.000 adhérents au P.C.F., dont 400.000 syndicalistes (tiens ! que sont donc les autres ?) ; s'ils sont tous à la C.G.T., cela fait encore, selon ses calculs, deux millions d'adhérents à la C.G.T. qui ne sont pas communistes. La question n'est pas là : il s'agit seulement de savoir si la direction confédérale a une autre politique que celle du P.C.F., ou si elle suit celle-ci sans un jour de retard sur chaque tournant.

Mais Séguy se récrie encore : il y a deux socialistes dans le bureau confédéral (dont l'un d'ailleurs s'appelle Larose, ce qui est une preuve supplémentaire). Nous pensons qu'ils s'y trouvent bien assis. Mais que penseront-ils de ce jugement de Séguy : « si nous jugions seulement par la compétence et l'efficacité, il y aurait encore bien plus de communistes aux différents échelons de la C.G.T. ». Après cela, les « socialistes » du bureau confédéral s'interrogeront sans doute sur leur compétence et leur efficacité personnelles !

*

Laissons cela de côté ; au fond, c'est sans grande portée ni importance. Edmond Maire a quand même paru digérer mal ces propos de son « allié ». Il n'est donc pas encore rompu à cette coexistence où les partenaires ne sont pas égaux comme il le croit, puisque les uns, possesseurs exclusifs du « socialisme scientifique » (sic) savent tout quand les autres ne peuvent pas savoir, s'arrogent par là-même le rôle dirigeant, ce qui les autorise à prendre seuls la responsabilité des bêtises qu'ils accumulent, non seulement en théorie, si l'on peut ainsi dire, mais malheureusement aussi en pratique.

Malgré eux, et quelquefois avec eux puisqu'ils sont là, il faut bien s'occuper des choses sérieuses, celles qui intéressent la défense et la contre-offensive de la classe ouvrière. Car vous pensez bien que les patrons, technocrates et gouvernants sont à leur affaire dans de telles circonstances : à la faveur du sous-emploi qui perdure, ils veulent revenir sur bien des choses acquises. Disons-le : ils veulent la peau des syndicats. On assiste partout à la guerre d'escarmouches et de coups de main menée contre les délégués syndicaux, une guerre de classe qui ne sélectionne pas ses moyens. La gesticulation irresponsable des dirigeants de la C.G.T. facilite ces attaques patronales. Dans quel état laisseront-ils le mouvement ouvrier quand ils auront guéri leur fièvre actuelle ? Avouons que — sans doute parce que nous ne comprenons rien à leur « socialisme scientifique » (sic) (mais qui s'y reconnaîtrait ?) — leur comportement actuel, brillamment illustré par celui de Séguy, nous laisse pantois.

Parlons donc de l'unité d'action. Il est bien évident qu'au niveau de l'entreprise, de l'administration, du groupe industriel ou même d'une industrie tout entière, il n'y a pas d'action sans unité d'action. Il n'y a pas moyen de faire autrement, et, en fait, elle se réalise avec des succès certains quand les objectifs de l'action sont bien définis et admis en commun. Et respectés ensuite, effectivement. Au niveau des confédérations, au niveau national et interprofessionnel par conséquent, c'est autre chose. Pourquoi ? Parce que, en raison du « programme commun de gouvernement » entre autres facteurs de grande stratégie, l'accord au sommet aboutit à une action politique, parce qu'il n'en peut pas être autrement quand une centrale au moins est liée à un parti politique dont elle épouse, à tous moments, la tactique fluctuante (citez un cas contraire si vous en trouvez un en cherchant bien).

C'est alors que la C.G.T. n'est pas satisfaite de la C.F.D.T., et réciproquement. L'unité d'action entre les deux centrales est nécessairement « conflictuelle » pour employer un mot que l'on retrouve dans les propos d'Edmond Maire. Celui-ci a tort de se fâcher, de s'irriter devant la déloyauté de ses partenaires. Ce n'est pas déloyauté à proprement parler ; c'est pour eux manière d'exister. Il n'y a rien à faire à ça ; il faut les prendre tels qu'ils sont (ou ne pas les prendre du tout). Eugène Descamps disait qu'en entrant délibérément dans l'unité d'action avec la C.G.T., la C.F.D.T. faisait « son école ». Nous espérons qu'Edmond Maire n'en est plus aux classes élémentaires, que la coexistence avec Séguy lui a permis d'acquérir des titres supérieurs dans la pratique de l'unité d'action avec la C.G.T. Il n'est pas encore au bout de son expérience.

L'ETERNELLE GERMANOPHOBIE

William C. Shirer, c'est ce journaliste américain, ayant vécu sur place — en Allemagne et en France — la crise qui a abouti à la guerre de 1939-1945 — qui après avoir relaté et interprété les événements dont il fut le témoin, avait publié deux gros ouvrages sur « *l'ascension et la chute du IIIe Reich* ». Dans la R.P., j'ai signalé les dangers de ses brillantes improvisations qui laissaient dans l'esprit des lecteurs, de redoutables préjugés sur le phénomène allemand. Je viens de parcourir trop rapidement l'important ouvrage qu'il a consacré à la « chute de la *Troisième république* » (enquête sur la défaite de 1940). Le hasard m'a fait tomber sur la relation de deux entreprises auxquelles j'ai participé, dont je ne surestime pas l'importance, mais qui furent assez nettement éclairées et expliquées pour qu'une altération de la vérité, par un témoin... qui se prétend impartial, soit difficilement excusable.

En septembre 1938, alors que la guerre provoquée par l'affaire tchécoslovaque paraissait imminente, alors qu'à Berchtesgaden et à Godesberg, les entretiens de Chamberlain et de Hitler n'avaient pas abouti... à la veille de l'accord de Munich signé par Chamberlain, Daladier, Hitler et Mussolini, que rien encore ne laissait prévoir, nous avions lancé une pétition pour la paix qui en deux jours recueillit plus de 100.000 signatures (dont celle de Romain Rolland).

Voici comment Shirer présente cette initiative : « *Deux puissants syndicats, celui de l'enseignement secondaire et celui des P.T.T. publient dans la presse (1) une proclamation disant que la guerre serait un suicide collectif et qu'on mentait au peuple à propos de la défense des Tchèques* ».

Altération de la vérité

Or l'initiative fut prise par le *Syndicat national des Instituteurs* et celui des *Agents des P.T.T.* — (les professeurs du Secondaire dans leur majorité, qu'ils soient influencés par les Staliniens ou qu'ils suivent le bureau de la Fédération des Fonctionnaires s'affirmaient partisans de la politique dite de fermeté). Et, ce qui est beaucoup plus grave, les deux expressions citées par Shirer ne se trouvent pas dans le texte de la pétition, qui reprenait en conclusion les termes de l'appel de Roosevelt disant « *Il faut que la paix soit faite avant la guerre, plutôt qu'après la guerre* ». Shirer a confondu probablement la pétition de nos syndicats, une affiche de M. Flandin et des manchettes de l'Action Française. Notre pacifisme de 1938... qui exprimait les sentiments de l'immense majorité de la population française, était-il justifié par de raisonnables prévisions ? On peut en discuter aujourd'hui... A condition de le présenter honnêtement...

Selon Shirer... ce fut « *un manifeste diffusé par un groupe d'intellectuels modérés et libéraux... conduits par Alain, professeur de la IIIe République. G. Dumoulin, chef syndicaliste et... Marcel Déat* ». Ces deux derniers noms ont été placés là intentionnellement. Le premier se compromit gravement avec les hommes de Pétain et quelques pro-nazis. Nous l'avons déploré, sans accabler, lors de sa mort, un homme qui avait été antérieurement en des circonstances difficiles, un éloquent interpète des aspirations ouvrières. Quant à l'autre, il se posa, en face de Jacques Doriot son rival, comme candidat à l'omnipotence d'un Führer français.

On sait que le tract *Paix immédiate* fut rédigé et diffusé par *Louis Lecoin* dont la vie exemplaire témoigna d'une vocation apostolique. Et s'il est vrai que les trois personnages cités par Shirer l'ont signé... lors des poursuites engagées contre nous : Alain, affaibli par la maladie, eut une attitude vraiment pitoyable afin de dégager sa responsabilité — on peut oublier cette défaillance sénile de l'admirable auteur de « *Mars ou la guerre jugée* » — Quant à Marcel Déat — qui devait après la débacle de 1940... et encore après sa fuite en Allemagne en 1944... célébrer Hitler, constructeur de l'Europe — ne pouvant nier sa signature, il cria à la provocation et réussit à se faire mettre hors de cause.

Des jugements subjectifs

D'autres informations et jugements de Shirer nous présentent une réalité un peu trop schématisée et une vérité... un peu trop subjective. J'en donnerai deux exemples seulement.

A propos de l'affaire du Maroc, il semble à lire Schirer que ce furent les provocations allemandes qui en 1911 auraient pu déclencher la guerre européenne. Or à l'origine, il y eut des initiatives françaises, des interventions françaises en violation des conventions internationales d'Algésiras (1906). Schirer a-t-il lu le dernier discours de Jaurès en France prononcé à Lyon-Vaise le 25 juillet 1914 : « *La France disait à l'Italie : tu peux aller en Tripolitaine, puisque je suis au Maroc. Tu peux voler à un bout de la rue puisque j'ai volé à l'autre extrémité* ». La paix fut sauvée en 1911, par Joseph Caillaux qui négocia avec Kiderlen-Wachter, par-dessus la tête de son Ministre des Affaires Etrangères. Pour Schirer on a ainsi abandonné à l'Allemagne de grands territoires au Congo. Il oublie de rappeler que l'Allemagne revendiquait tout le Congo français, en échange de la liberté laissée à la France au Maroc — que les terres accordées à l'Allemagne, unissant le Cameroun au Congo belge, encore mal exploitées, avaient une valeur économique très faible — que l'accord fut d'ailleurs violemment critiqué par les pangermanistes — que ces marchandages *traduisaient* de sordides appétits, éclairés par le scandale de la société financière N'Goko Sanga dans lequel trempa le forban André Tardieu, futur Président du Conseil (2).

Schirer « *simplifie* » encore, dans son commentaire de la paix de Versailles en 1919. Clemenceau eut tort, dit-il, *de renoncer à l'annexion de la rive gauche du Rhin, en dépit des objurgations de Poincaré et Foch.* Et naturellement Schirer qualifie de *trahison* le refus des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne de s'engager à soutenir militairement la politique impérialiste de la France en Europe. Il tourne évidemment en dérision les tentatives d'accord franco-allemand, engagées à Locarno par Aristide Briand qui fut « *dupé par son homologue allemand Streseman* » (sic !). Et les troupes françaises ayant évacué la Rhénanie le 30 juin 1930, *douze ans après l'armistice*, il en résulta — selon Schirer — le bond extraordinaire du parti hitlérien lors des élections au Reichstag, trois semaines plus tard...

Ce sont là des exemples pris un peu au hasard, sans autre intention que d'illustrer cette « simplification » journalistique qui présente une réalité complexe et dramatique en de grossières images d'Epinal. Ainsi on peut négliger : le dynamisme économique de l'Allemagne, cause de la politique britannique de 1901 à 1914 : —

---

(1) En fait, le texte de la pétition fut diffusé par affiches et tracts.

(2) Cette affaire singulièrement édifiante semble complètement oubliée aujourd'hui. Lorsqu'André Tardieu devint président du Conseil pour la première fois en 1930, la R.P. publia un numéro spécial rédigé par Félicien CHALLAYE — diffusé séparément en brochure — consacré aux antécédents de ce forban. Rappelons simplement que la N'Goko Sanka était une compagnie créée en 1904 par MESTAYER à qui on avait accordé **gratuitement** 7 millions d'hectares au Congo et qui réclamait une indemnité **de... 2.500.000 F (soit le doublement de son capital)** alors qu'elle n'avait absolument rien fait au Congo (Caillaux soupçonnait Mestayer « de ne pas savoir même où se trouvait le Congo »). Pichon (ministre des Affaires Etrangères de Clemenceau), favorable à cette donation, avait probablement des intérêts dans la N'Goko Sanka. Mais c'est bien André Tardieu qui relança l'affaire en mars 1909.

la misère après la guerre du peuple allemand, auquel on voulait imposer des charges d'une énormité ahurissante — la propagande des nationalistes allemands contre le « diktat de Versailles, qu'alimentait le poincarisme français — les insurrections allemandes avortées — les manœuvres machiavéliques des agents de Moscou — et surtout *la crise mondiale de 1929 dont les tragiques conséquences offrirent à Hitler une clientèle de chômeurs et de petits bourgeois prolétarisés*...

Ce qui importe c'est d'aboutir à cette vérité « révélée » : que le mauvais génie allemand a joué en Europe pendant un demi-siècle le rôle d'un gigantesque Méphistophélès. C'était ce qui se dégageait déjà des ouvrages de Schirer sur le Troisième Reich. Ce qui l'amène en son dernier ouvrage à célébrer en France les politiciens les plus représentatifs de la germanophobie agressive : Delcassé. Clemenceau, Poincaré. Et il reconnaît que pendant son séjour dans notre pays, sa première lecture quotidienne : c'était *l'Action Française*, l'organe du nationalisme intégral qui pendant la guerre de 1914-1918 : « *aida la France à survivre* » (sic !). Evidemment il est bien obligé de déplorer l'attitude de Maurras pendant la crise de 1938-1939 et après la débâcle de 1940, motivée par « son antisémitisme et sa haine du Front populaire ». Mais on peut se demander si implicitement Schirer n'attribue pas au « Juif » Léon Blum, président du gouvernement de 1936, la responsabilité de l'aberrante défaillance d'un « grand patriote » (?), qui fut pro-hitlérien en demeurant anti-allemand.

Les choix de Mitterrand

Pourquoi donc s'acharner contre ce journaliste, souvent séduisant et étincelant... qui nous apporte selon son traducteur, une prodigieuse moisson de faits, de documents, d'anecdotes ? Ce n'est pas pour apprécier le jugement de ceux qui lui ont accordé la qualité d'historien, alors que son œuvre bafoue la plus saine critique historique. Ce n'est pas parce qu'à gauche et à l'extrême-gauche, on lui a accordé une faveur surprenante, c'est parce qu'il représente magistralement une tendance qui n'ose pas toujours dire son nom, et qui entend mobiliser périodiquement l'opinion française contre tout ce qui peut naître et se développer outre-Rhin.

Ce dernier ouvrage fut traduit et publié en France en 1970. Il s'insère donc dans l'actualité. Et ce n'est pas ma faute si d'inquiétants symptômes signalent en notre temps, la résurgence de cette germanophobie presque pathologique qui peut provoquer de l'autre côté une réaction d'autant plus dangereuse qu'elle peut être encouragée par l'exemple d'une Allemagne de l'Est où l'on défile « au pas de l'oie »...

Car, comme le rappelle fort opportunément, Alfred Grosser (*Le Monde* du 1er juin 1976), on oublie trop facilement, en France, que les plus libéraux, les plus démocrates des Allemands de l'Ouest « *ont le souci de défendre un acquis qui leur paraît menacé en permanence par le voisinage d'une autre Allemagne dans laquelle n'existe aucune des libertés en question* »...

Il est normal que l'on s'inquiète des interdictions professionnelles, en Allemagne fédérale permettant d'exclure les extrémistes de la fonction publique. Notre syndicalisme, celui des Instituteurs, naquit de la lutte contre l'arbitraire politique. Et ses pionniers ont ouvert des voies que suivent aujourd'hui ceux qui, hier, opposaient la Raison d'Etat à la revendication de nos libertés fondamentales. On voudrait féliciter Mitterrand d'avoir créé un « *Comité pour la défense des droits civiques et professionnels en Allemagne fédérale* ». Mais pourquoi cette localisation ? Et pourquoi le même Mitterrand revenant de Budapest le 30 mai 1976, laisse-t-il dire que « *la délégation socialiste a été favorablement impressionnée par les résultats obtenus par le peuple hongrois dans la construction du socialisme sous la direction de la classe ouvrière et de SON PARTI* ».

Comment ose-t-on juger scandaleux qu'il soit interdit à un communiste d'être fonctionnaire en R.F.A... alors que l'on juge satisfaisant qu'il soit obligatoire d'être communiste pour être un fonctionnaire hongrois. Et lorsqu'on sait que les maîtres de la Hongrie se sont hissés au Pouvoir sur les cadavres des héroïques révoltés de 1956... on ne peut que plaindre les politiciens socialistes qui critiquent l'Allemagne fédérale et saluent la Hongrie totalitaire... non selon leur conscience, mais par prévoyance électorale et gouvernementale.

Cependant c'est cette localisation qui nous alarme le plus. Nous n'avons pas cessé pendant l'entre-deux-guerres de dénoncer le plus grave danger du diktat de Versailles : celui d'imposer à la nation allemande un statut particulier, de la maintenir hors du droit commun. L'hitlérisme a pu justifier la germanophobie. Mais c'est en fin de compte cette germanophobie qui a enfanté l'hitlérisme. Nous ne sommes pas sortis de ce cercle infernal.

On localise aujourd'hui la lutte contre un arbitraire politique, beaucoup plus systématique et virulent hors d'Allemagne. Les communistes mènent leur campagne contre l'Europe, en accord avec les gaullistes, en agitant le spectre du danger allemand. D'autres attribuent le « miracle allemand » à une volonté de puissance nietzschéenne. Certains offrent aux ouvriers français l'exemple des travailleurs allemands disciplinés et dociles. On méprise bien entendu les statistiques honnêtes, l'évaluation objective des évolutions.

A quoi bon constater que selon « *Hudson Institut pour l'Europe* » (cf. *Le Point* du 31-5-76) l'enrichissement de la France est actuellement plus rapide que celui de l'Allemagne fédérale (le produit national brut augmente ici annuellement de 3,1 % et là de 4,7 %) — que les salaires réels allemands depuis 1950 ont augmenté de 309 % — que si la semaine de travail légale est fixée à 40 heures en France et à 48 heures en Allemagne, la moyenne de la durée réelle de la semaine de travail atteint près de 42 heures en France contre à peine 40 heures en Allemagne...

Nous disions dans le dernier numéro de la R.P. que la renaissance du syndicalisme conditionnait tout espoir révolutionnaire. Nous répétons aujourd'hui que la renaissance de l'internationalisme ouvrier en est l'autre conditions essentielle. Ce qui impose de lutter contre toute discrimination politique, raciale, géographique... contre l'antisémitisme en même temps que contre le sionisme traditionnel... contre l'aberrant parti-pris anti-américain... et en France contre la germanophobie viscérale.

Le nationalisme... quelles qu'en soient la couleur et l'idéologie... voilà l'ennemi !

Roger HAGNAUER.

P.-S. — Je termine cet article le 4 juin 1976, alors que des déclarations officielles du Chef d'Etat-major des Armées et du Chef de l'Etat sur la participation des Forces françaises à la Défense de l'Europe (ce qui implique naturellement leur présence aux créneaux de cette défense à la frontière de l'Allemagne fédérale), ont naturellement provoqué un nouveau concert gaullisto-communiste. Le Parti Communiste dénonce « *l'intégration européenne à domination économique* et *politique ouest-allemande* ». L'Union des Jeunes pour le progrès, au gaullisme agressif évoque *Weygand* et *Laval* en lisant le général Méry et en écoutant Giscard. Et Marchais surenchérissant croit « *être entendu des gaullistes, qui ne peuvent pas continuer à se laisser abuser par des gens qui abandonnent toalement ce que furent les aspects positifs de la politique extérieure du général de Gaulle* » (*Le Monde* du 4-6-76)...

Ces... aspects positifs... c'est évidemment la rupture avec les U.S.A. et le rapprochement avec Moscou. Ce qui tendrait à prouver que nous n'avions pas tort de croire que les Machiavels du Kremlin peuvent fort bien sacrifier l'*accessoire* : le verbalisme doctrinal, la glorification inconditionnelle de l'URSS... à l'*essentiel* : la rupture de l'alliance atlantique, la rupture entre l'Allemagne et l'Occident...

EN MARGE DES JEUX PRÉÉLECTORAUX

VEILLER AU GRAIN

Si, selon tel célèbre général prussien, les guerres sont la continuation de la politique des Etats par d'autres moyens — et on le constate par leurs interventions dans tous les foyers belligérants, quand ils ne les suscitent pas eux-mêmes — lesdits Etats ne se font pas faute de veiller jalousement pour assurer dans toute la mesure possible la défense de leurs intérêts menacés.

Il va de soi que les intérêts en question sont ceux des puissances d'argent dont ils ont la charge. Aussi ne saurait-on s'étonner de la grande offensive actuellement menée dans le camp occidental à la suite de la grande frousse, d'espèce de peur panique qui s'est emparée de la ploutocratie régnante, farouchement accrochée à ses privilèges, face à la montée des périls socialo-communistes, s'ajoutant aux inconnues que recèlent les situations espagnole et portugaise.

L'approche des échéances électorales (ce mois-ci en Italie et bientôt en France) inquiète particulièrement la superpuissance de l'Ouest, les Etats-Unis, qui ont su placer leurs pions sur le continent européen et qui disposent de moyens de pression non négligeables sur les plans économique (multinationales et autres investissements) et militaire (bases, fournitures pour le nucléaire, etc.). Usant de la menace et du chantage à la fuite des capitaux, au retrait des entreprises, à l'interruption du soutien des monnaies, ils dépêchent leurs émissaires pour signifier aux pays qui leur sont plus ou moins tributaires leur opposition à l'installation de gouvernements à participation communiste dont ils appréhendent, outre qu'ils bouleverseraient les mécanismes du système capitaliste, qu'ils risquent de tomber dans l'orbite russe.

On n'aura pas non plus été surpris de voir la hiérarchie catholique venir à la rescousse, qui, bien qu'ayant fait vœu de pauvreté, possède d'immenses richesses. Et elle entend bien défendre, elle aussi, ses biens temporels menacés. C'est pourquoi un premier coup de semonce a été lancé par le Vatican — qui est le plus grand investisseur étranger en Italie et le premier propriétaire immobilier — contre ceux de ses fidèles qui soutiendraient l'accession des « rouges » au pouvoir, les menaçant d'excommunication.

En France, après le coup de gong des cantonales, on est également sur le pied de guerre. A dix mois des municipales et en vue des législatives, la lutte des places domine toute l'actualité politique. Chaque élection partielle, qui est un test de l'impact sur l'opinion, est l'objet d'une mobilisation des leaders qui, en se portant au secours de leur poulain, trouvent l'occasion de faire mousser l'image de marque de leur formation.

De part et d'autre, on s'observe, on s'épie. La moindre allusion, la moindre maladresse de l'adversaire sont reprises avec force superlatifs sur ses louches intentions, voire sa perfidie. En ce domaine, l'outrance, la démagogie coulent à pleins bords, étant donné que, dans cette formidable bagarre pour la quête des suffrages, tous les coups sont permis. Et chacun des clans en présence de fourbir ses armes, de supputer ses chances. On triture les chiffres, on fait des calculs de probabilité selon les hommes et les régions. La tactique, la stratégie sont étudiées minutieusement en des conciliabules au sommet puis transmises aux militants dans des réunions élargies. On fait des conférences de presse à l'usage de l'opinion. Déclarations solennelles, motions, manifestes, interviews des vedettes politiques envahissent la presse, la radio, la télévision. On convoque les représentants des diverses couches sociales en des colloques où le dosage des programmes se mesure à la composition des auditoires.

Bref, dans cette avalanche de promesses tous azimuts, où l'on se veut à la fois ardents réformateurs pour les partisans du changement et rassurants pour l'élément conservateur, il est piquant d'observer ces attitudes paradoxales de la part d'une droite qui tente de prendre la gauche de vitesse, en reprenant dès à présent à son compte certaines de ses options, et d'une gauche qui s'efforce de lui grignoter des électeurs en se ralliant à des positions traditionnellement défendues par la droite.

C'est ainsi que, côté gouvernemental, sur lequel pèse déjà l'hypothèque de l'usure du pouvoir, on fait feu de tout bois pour conserver les leviers de commande. Disposant à loisir du bourrage de crânes radiotélévisé, on brandit l'épouvantail collectiviste des « partageux » de jadis, resucée de « l'homme au couteau entre les dents » ; et, pour faire bonne mesure, on y évoque le spectre du totalitarisme moscovite.

A ce propos, et bien qu'il soit hors de question de trouver ici une quelconque défense du socialisme défiguré qui sévit à l'Est depuis un demi-siècle, disons en passant qu'on n'est guère qualifié pour stigmatiser les méthodes autocratiques du Kremlin quand on utilise soi-même, sous le masque du libéralisme, certaines formes de dictature larvée telles que la mise en branle de tout l'appareil policier, l'usage de fichiers, de tables d'écoute pour traquer les suspects, effectuer des filatures et déclencher la « chasse aux sorcières » dans les services publics et ailleurs, du haut en bas de la hiérarchie.

Qu'on veuille après cela se présenter en champion de la lutte « contre les injustices et les inégalités sociales » avec les pseudo-réformes de l'entreprise, de taxation des plus-values, de la prétendue revalorisation du travail manuel, etc., ce miroir aux alouettes, qui laisse subsister l'inégalité fondamentale d'une oligarchie conditionnant nos moyens d'existence, ne saurait abuser que les gogos Leurs promoteurs ne se trompent d'ailleurs pas sur le destin de ces projets mort-nés qui auront tout juste servi à faire fonctionner des commissions d'enterrement ; sachant bien qu'ils ne sauraient impunément en pousser la réalisation sous peine de voir se retirer le support électoral de la clientèle dont ils servent les intérêts.

Un récent exemple, parmi d'autres, montre comment ils sont empêtrés dans leurs contradictions : après s'être vantés des succès de la répression de la fraude fiscale, ils ont dû baisser pavillon devant la marée montante des protestations de leurs supporters contre « l'inquisition fiscale » et dénoncé publiquement les « excès de zèle » de leurs agents fiscaux. Circonstances obligent.

Que voit-on du côté de la gauche, sinon un même opportunisme dans le sens opposé dicté par le même souci de ménager, voire séduire la masse flottante des indécis, ces silencieux dont le poids électoral fait pencher la balance des voix, soit à gauche ou à droite, à chaque consultation populaire.

Dans cette optique, chacun tire la couverture à soi et l'Union de la gauche, si laborieusement échafaudée, est souvent au bord de l'éclatement, le programme commun étant interprété et tourné selon l'intérêt de chaque clan.

Il existe, en effet, bien des variantes dans les appréciations et les comportements vis-à-vis de la situation nationale et internationale, et de profondes divergences persistent entre les participants tant sur les questions d'autogestion et d'étatisation, le destin de l'Europe, sur l'alliance atlantique comme sur la défense des libertés (dont celle de développer les sections d'entreprise socialistes qui se heurte à l'hostilité communiste et à sa volonté d'hégémonie dans le noyautage syndical). Mais ce sont là les aléas du mariage de raison dont les parties prenantes sont condamnées à composer pour la réussite de l'ob-

jectif à atteindre. Et, quoi qu'il en soit, on est bien décidé à y mettre le prix.

Pour cela, au P.C., tandis qu'on rejoint les gaullistes pour maintenir le désengagement américain, on ne perd pas une occasion de se démarquer en même temps (pour la galerie) du grand frère de l'Est trop déconsidéré. On rappelle avec insistance la bonne conduite des ministres communistes sous le premier gouvernement de Gaulle quand il s'agissait de pousser à la production et de réprimer les grèves. On n'en est, certes pas encore à imiter le P.C. italien prescrivant aux syndicats de modérer leurs revendications, ni à utiliser, comme à Rome lors de la récente grève des éboueurs, les jeunesses communistes pour donner des preuves de sagesse en vidant elles-mêmes les poubelles, sabotant ainsi le mouvement revendicatif. Mais patience... le passé, qui reste présent dans les mémoires ouvrières, répond de l'avenir.

En attendant, d'autres tournants sont amorcés. Outre qu'on relègue l'effarouchante dictature du prolétariat au magasin des accessoires inutiles, « on se drape dans les plis des drapeaux nationaux. La religion n'est plus l'opium du peuple » (« Le Monde ») et la main tendue aux chrétiens est plus ouverte que jamais, tout comme aux P.M.E., etc. Le terrain militaire n'étant pas non plus à dédaigner et, comme on n'en est plus à un reniement près, on se retrouve avec les compères socialistes pour se rallier à la force de frappe nucléaire que l'on s'était formellement engagés à supprimer dans la déclaration commune.

C'est fort de ces références que Mitterrand, qui se voit déjà chef du gouvernement triparti, s'est efforcé de rassurer ses amis socialistes au pouvoir dans les pays voisins (dont il aura à solliciter éventuellement l'aide économique et financière au moins pour tempérer par quelques concessions immédiates l'impatience ouvrière) sur la modération communiste et leur souci commun de ne rien brusquer.

Lui-même et son parti ne donnent-ils pas des gages d'une prudente réserve, à propos des possibilités d'une future gestion des affaires françaises, si l'on en juge par un communiqué de son secrétariat précisant « que les mesures à prendre en faveur de certaines catégories sociales ne devront pas peser trop lourdement sur le budget », qu'il « compte pour cela sur les centrales syndicales pour éviter que l'accès au pouvoir ne se traduise pas par une gigantesque confrontation sociale », qu'il « convient de tenir compte qu'il faudra deux ou trois ans pour consolider la victoire et mettre en œuvre le programme d'industrialisation », enfin, que « ce n'est qu'après cela que la gauche s'estimerait en situation de modifier en profondeur les structures de la société française » ?

Voilà qui est clair et l'on sait au moins où on va.

Reste à envisager l'attitude syndicale.

En général, les déclarations des centrales sont formelles : même sous un gouvernement de gauche la revendication devra s'affirmer.

Or, l'expérience est là pour le prouver, pour ce qui concerne la C.G.T., où l'opposition est quasi inexistante du fait qu'elle ne peut s'exprimer : nul doute que, malgré un verbalisme révolutionnaire de façade, demain comme aujourd'hui — et comme hier, lors de la collaboration ministérielle communiste de l'immédiate après-guerre — elle suivra docilement les consignes du P.C. On peut le voir dès à présent par l'agitation partisane qu'elle entretient à toute occasion en transformant ses Unions locales et ses syndicats en autant de comités électoraux en faveur du fourre-tout.

La C.F.D.T., elle, qui fait de louables efforts pour maintenir l'unité d'action avec la filiale communiste, s'accommode mal de cette allégeance qui l'entraîne elle aussi à la remorque du P.C. ; et les ententes, toutes provisoires qu'elles soient, ne sont pas non plus sans fissures.

En tout cas, on peut dire que c'est cette politisation du mouvement ouvrier, qui a déjà causé tant de ravages dans les rangs du syndicalisme, morcelé, affaibli par les querelles intestines, qui a conduit les travailleurs, adhérents et militants déçus et désemparés, à reporter leurs espérances sur le terrain politique et à s'en remettre à l'action passive électorale au détriment de l'action directe ouvrière.

C'est ce qui s'est confirmé au dernier congrès de la C.F.D.T. où s'est retrouvée une forte tendance à miser sur le parti socialiste pour opposer, en vue d'une victoire de la gauche, la solution du socialisme autogestionnaire à la politique centraliste et autoritaire. Cela tout en affirmant que cette convergence ne devrait aucunement aliéner son indépendance et sa volonté de ne pas subordonner le développement de l'action syndicale aux échéances électorales.

Acceptons-en l'augure sans pourtant nous bercer de trop d'illusions.

Quant à Force Ouvrière, qui se garde jalousement de toute alliance de cet ordre en se référant à la Charte d'Amiens, on est en droit de considérer qu'elle oublie trop souvent un autre aspect de la fameuse charte, et l'on souhaiterait, en revanche, la voir se situer plus positivement en certaines circonstances et orienter sa propagande et son action dans la voie des changements fondamentaux.

*

Après cet exposé forcément sommaire — et qu'on pourra trouver plus ou moins infidèle — des divers éléments en présence, on est fondé à conclure qu'il revient aux syndicalistes à notre manière de s'interroger sur les meilleures conditions d'efficacité requises dans les perspectives qui nous sont offertes et, où que nous soyons, à agir en conséquence.

En l'absence d'une entente internationale qu'il serait vain d'escompter, en l'état actuel des choses, pour mettre au pas les forces rétrogrades qui s'opposent à toute velléité d'affranchissement où qu'elle se manifeste, ne peut-on espérer que nous sachions au moins balayer devant notre porte ?

Et, si l'on doit reconnaître que le « tout est possible » n'est, hélas ! pas encore à notre portée, est-il utopique d'imaginer que, sans préjuger de nos possibilités et sans tomber dans les outrances et les gesticulations gauchistes d'un autre âge, nous ayons un rôle à jouer si, après avoir chauffé les esprits pendant une certaine période, ceux-ci exigeraient, le moment venu, que les promesses soient tenues, et même au-delà ?

Que le précédent de mai-juin 36 nous inspire et nous incite à nous préparer à une contribution fructueuse.

N. FAUCIER.

ENCYCLOPEDIE ANARCHISTE

Le Groupe « Sébastien FAURE » lance un appel aux anciens souscripteurs de l'Encyclopédie Anarchiste qui n'ont pas reçu la totalité des fascicules de cet ouvrage, et les prie de se faire connaître afin de leur envoyer rapidement ceux qui leur manquent.

Aujourd'hui, 130 anciens souscripteurs ont en leur possession l'édition complète, soit 61 fascicules = 2.893 pages.

Le groupe Sébastien-Faure, 7, rue du Muguet, 33000 Bordeaux, possède en dépôt plusieurs exemplaires de l'Encyclopédie Anarchiste, et les camarades désireux de se procurer cet ouvrage important et unique à l'époque actuelle, peuvent lui écrire, ils recevront tous renseignements utiles sur les conditions d'acquisition.

LA REVOLUTION PROLETARIENNE

C.C.P. 734.99 Paris

21, rue Jean-Robert, 75018 PARIS

Tél. : 607.02.06

Abonnements : 6 mois, 30 F — 1 an, 60 F.

Autres pays : 6 mois, 35 F — 1 an, 70 F

—A—b-â-t-o-n-s—r-o-m-p-u-s—

CONSTITUTION IMPREVOYANTE. — Le Président de la République a déclaré à des jounalistes américains que même si la gauche l'emportait aux élections législatives de 1978, il ne démissionnerait en aucun cas. Mais il n'a pas dit s'il consentirait à choisir comme Premier Ministre un membre de la nouvelle majorité. D'autres se chargent de le faire pour lui. Lecanuet a dit au cours d'une réunion de son parti : « Vous n'attendez tout de même pas du Président de la République qu'il favorise la réalisation du programme commun ? » Et Chirac a affirmé que la gauche, en croyant accéder au pouvoir au moyen des élections législatives, se trompait de république. Par contre, Mitterrand croit ou feint de croire que le Président est prêt à respecter le choix des électeurs.

Alors, que va-t-il se passer si la gauche l'emporte en 1978 ? Le Président a le droit de dissoudre l'Assemblée Nationale. Mais si les nouvelles élections confirment les précédentes ? Il y aura alors une inévitable épreuve de force, qui pourra avoir les conséquences les plus graves.

Souvenons-nous de la Première République. La Constitution de l'an I, jugée trop libérale en temps de guerre, n'a jamais été appliquée. Celle de l'an III donnait le pouvoir exécutif à un Directoire de cinq membres et le pouvoir législatif à deux Conseils, celui des Anciens et celui des Cinq Cents. Mais on n'avait pas prévu comment seraient réglés les conflits entre le Directoire et les Conseils, ou entre les Directeurs eux-mêmes. D'où un régime instable, allant de coup d'état en coup d'état, jusqu'à celui du 18 Brumaire qui a étranglé la République en donnant le pouvoir à Bonaparte, bientôt proclamé Empereur des Français.

La Constitution de la Cinquième République a été aussi imprévoyante en laissant dans le vague ce qui pourrait se passer en cas de désaccord entre le Président et l'Assemblée Nationale. Nous risquons à brève échéance de subir une crise grave, qui pourrait se terminer par un coup de force quelconque.

Il s'agit d'une question politique qui n'intéresse pas les purs syndicalistes ? Mais au cas où de cette crise sortirait un gouvernement de dictature, il ferait bon marché de nos libertés syndicales et des avantages matériels conquis par les luttes ouvrières.

***

OU VONT LES KHMERS ROUGES ? — D'inquiétantes nouvelles parviennent du Cambodge. Il s'avère que dans ce pays, les révolutionnaires se montrent particulièrement durs. On ne peut douter qu'il y ait une grande part de vérité dans ce que nous disent ceux qui ont fui. Car s'il s'agissait de calomnies contre-révolutionnaires, pourquoi ne viseraient-elles que le seul Cambodge, et non le Vietnam ou le Laos, d'où ne parviennent pas de renseignements aussi alarmants. Il semble donc acquis, non seulement que la ville de Pnom-Penh a été vidée de ses habitants, contraints de travailler à la campagne, mais aussi que toute la population a dû changer de nom, et que tous ceux qui ont été officiers, sous-officiers ou fonctionnaires sous le régime de Lon Nol ont été ou sont encore systématiquement fusillés. C'est affreux, et aucune nécessité révolutionnaire ne saurait justifier de telles méthodes. C'est du super-stalinisme, et il est regrettable qu'il y ait en France même quelques super-maoïstes capables d'applaudir de tels procédés.

Et j'approuve entièrement les paroles que Mitterrand a prononcées à ce sujet. J'approuve aussi la demande d'envoi d'une Commission d'enquête ouvrière au Cambodge formulée par le PSU, sans me faire d'illusion sur la façon dont elle sera accueillie à Pnom-Penh.

Ai-je donc eu tort de condamner, lorsqu'il s'est produit, le coup d'Etat de Lon Nol ? Je ne le pense pas. D'abord, ce n'est pas contre le régime des Khmers rouges qu'il a eu lieu, mais contre celui de Sihanouk, qui ne valait peut-être pas grand-chose, mais qui s'efforçait d'éviter de jeter le pays dans la guerre. Si Lon Nol n'avait pas chassé Sihanouk, ce dernier ne se serait certainement pas maintenu au pouvoir, mais le passage d'une société à l'autre aurait pu se faire moins brutalement, comme au Laos. Car ce qui se passe au Cambodge est uniquement cambodgien, et diffère sensiblement des événements du Vietnam et du Laos. De plus, on ne peut pas combattre efficacement le stalinisme en s'appuyant sur le vieux monde, sur la vieille société dont les peuples ne veulent plus. Combattre le stalinisme, il faut le faire en luttant pour un idéal révolutionnaire supérieur, pour une révolution qui donnera le pouvoir aux travailleurs eux-mêmes et non à la bureaucratie dirigeante d'un parti ou d'une organisation quels qu'ils soient.

***

LES INDONESIENS A TIMOR. — Ça y est. La moitié est de l'île de Timor qui avait appartenu au Portugal va être purement et simplement rattachée à l'Indonésie. Une assemblée nommée on ne sait par qui est sur le point d'en prendre la décision par un vote dont le résultat ne fait aucun doute. L'autre enclave portugaise de l'île, à l'ouest, a déjà été annexée. Et les révolutionnaires de ce pays vont être massacrés, ou tout au moins emprisonnés, si ce n'est déjà fait. Ceci va s'ajouter à la longue liste d'assassinats, de violences qui se multiplient actuellement à travers le monde.

Comme le Maroc et la Mauritanie au Sahara ex-espagnol, l'Indonésie défie le monde entier en le mettant en présence du fait accompli. Et le Portugal, qui estime avoir d'autres chats à fouetter, ne s'en inquiète même plus.

***

AU LIBAN, DE CHARYBDE EN SCYLLA. — La guerre du Liban continue de faire rage, et prend des proportions de plus en plus inquiétantes. Le nouveau Président de la République, élu par les députés, Elias Sarkis, est impuissant à rétablir un semblant de légalité, tandis que l'ancien Président Suleyman Frangié refuse encore de démissionner et se considère toujours comme le chef de l'Etat.

Chaque jour, la liste des victimes s'allonge, et parfois on y trouve un nom connu. Ainsi Edouard Saab, directeur du journal « L'Orient » et correspondant du « Monde » à Beyrouth, a trouvé la mort en accomplissant sa tâche professionnelle. Ses articles documentés et objectifs, son livre « La Syrie ou la révolution dans la rancœur » m'avaient bien souvent aidé à comprendre les événements du Moyen-Orient.

Raymond Eddé, le plus modéré des leaders chrétiens, celui que la gauche islamo-progressiste était prête à accepter comme Président de la République, a été blessé. Lynda Joumblatt, sœur du leader progressiste, a péri assassinée.

Mais ce sont les complications internationales qui rendent la situation de plus en plus critique. Et l'imbroglio ne fait que se compliquer d'heure en heure. Valéry Giscard d'Estaing, au cours de son voyage aux Etats-Unis, déclare que la France est prête à intervenir militairement au Liban si les partis intéressés sont d'accord. La droite phalangiste applaudit, la gauche proteste, soutenue par tout le monde arabe. Mais la Syrie envoie ses troupes, envahit le Liban pour la seconde fois, et l'unanimité des Libanais semble se refaire contre cette intervention. Bien plus, c'est alors Kamal Joumblatt qui fait appel à l'action diplomatique et même militaire de la France, car l'occupation syrienne est dirigée de façon de plus en plus évidente contre les Palestiniens et le front islamo-progressiste. L'attitude syrienne est donc difficile à comprendre. Deux fois, l'intervention de

Damas a sauvé les Phalangistes d'une défaite certaine. Pourquoi ? Certes, les violences avaient été commises par les deux camps, et il n'est pas question ici d'innocenter l'un d'eux. Mais politiquement, il fallait (il faudrait encore) briser la Phalange, en finir une fois pour toutes avec le régime multiconfessionnel libanais et les privilèges des Maronites. Au contraire, la Syrie semble vouloir le maintien du statu quo. Dans quel but et avec l'appui de qui ? La Syrie veut-elle donner des gages aux Américains, prouver qu'elle est au Moyen-Orient un élément de sagesse et de stabilité ? Ceci prouve en tout cas que le régime de Hafez El Assad n'est pas aussi gauchiste que l'on avait pensé au moment où il a remplacé par un coup d'Etat celui d'Amin El Hafez ! La Syrie serait-elle prête à accepter le plan de partage du Liban que, d'après des rumeurs persistantes, préparent les Etats-Unis ? Ne se rend-elle pas compte que la réalisation de ce plan ne ferait que précipiter encore davantage le Moyen-Orient dans le chaos ? Et il est curieux de constater que l'action des Syriens semble bien être approuvée non seulement par les Américains, mais par les Israéliens. (Rabin ne vient-il pas de dire qu'il faut laisser les Syriens massacrer les Fedayin !) et n'est critiquée que faiblement par les Russes tandis qu'elle est blâmée par les autres pays arabes, l'Egypte, l'Irak, la Libye et l'Algérie en particulier. Alors, vers quoi va-t-on ? De tous côtés on parle de restaurer l'indépendance et l'intégrité du Liban, mais on fait ce qu'il faut pour que rien ne se règle.

***

LES CUBAINS QUITTENT L'ANGOLA. — Fidel Castro a annoncé récemment que les volontaires cubains qui ont combattu en Angola pour soutenir le MPLA allaient être rapatriés. Cette intervention massive et avouée de combattants d'un pays dans un autre au cours d'une guerre civile pour soutenir un des camps en lutte pose un problème pour les révolutionnaires. Entendons-nous : il ne s'agit pas ici de discuter de l'authenticité socialiste du régime cubain, ni de celui qui vient de triompher en Angola. Tel n'est pas mon propos d'aujourd'hui. Il s'agit de savoir dans quelle mesure une révolution, en admettant qu'elle mérite notre soutien, doit être soutenue par un apport extérieur de combattants.

Robespierre a dit : « La plus extravagante idée qui puisse naître dans la tête d'un politique est de croire qu'il suffise à un peuple d'entrer à main armée chez un peuple étranger pour lui faire adopter ses lois et sa constitution. Personne n'aime les missionnaires armés ».

Si l'on place cette citation dans le contexte de la grande révolution bourgeoise de France, on ne peut que donner raison à Robespierre. Les Girondins qui ont précipté le pays de la Révolution dans la guerre s'imaginaient que l'arrivée des troupes françaises allait gagner l'Europe à leur cause ; ils ont été des aveugles, et portent la responsabilité de toutes les complications militaires, économiques, financières, qui ont été les causes de la terreur et, en fin de compte, de la dictature de Bonaparte et de l'Empire.

Toutefois, la situation qui a provoqué en Angola l'intervention cubaine est bien différente. Il s'est agi d'un mouvement révolutionnaire autochtone, qui n'a pas été fomenté par Cuba, mais par des leaders locaux, même s'ils ont tout de suite obtenu certains soutiens extérieurs. Les troupes venues d'une autre partie du monde n'ont fait que renforcer un mouvement existant, mais ne l'ont pas créé.

Faut-il rappeler aussi l'action des Brigades Internationales pendant la guerre civile d'Espagne. Face à l'arrivée massive de troupes de choc venues de l'Italie fasciste et de l'Allemagne hitlérienne, des combattants appartenant à tous les partis de la classe ouvrière sont venus du monde entier, et si leur présence n'a pas empêché la défaite, elle n'en a pas moins été positive. Mais là, il s'agissait effectivement de volontaires agissant sans être organisés par un gouvernement. Dans le contexte international actuel, l'intervention des troupes étrangères dans une guerre civile n'est pas sans danger. Envoyer des troupes à l'aide d'un des camps en lutte, c'est risquer de provoquer une intervention en sens contraire, et augmenter le risque de conflit international. Dans le pays même dont on a pour but d'aider le peuple, l'intervention étrangère risque d'être mal interprétée, et d'aboutir finalement au résultat opposé à celui qu'on voulait obtenir. Dans le cas de l'Angola, le MPLA a triomphé. Dans un autre cas analogue, la situation pourrait mal tourner. Il est certes déchirant, lorsque l'on croit à la justesse d'une cause, de laisser des camarades d'un autre pays lutter sans aucun soutien, mais il faut toujours se demander quel sera le résultat final de l'action que l'on envisage avant de l'entreprendre.

***

LA LIQUIDATION D'ALI AREF. — Ceux qui, parmi les leaders des peuples colonisés, ont pris fait et cause pour la puissance coloniale, par intérêt ou par conviction, en sont bien mal récompensés. L'impérialisme au service duquel ils se sont mis les utilise tant qu'il le juge souhaitable, et les rejette dans le néant politique, voire même dans l'humiliation, dès qu'il estime n'avoir plus besoin d'eux.

Au Maroc, le Pacha de Marrakech le célèbre Ghlaoui, qui, encouragé par la France, avait dirigé l'opération contre le Sultan Mohamed V, a dû implorer le pardon de ce dernier lorsque la situation s'est retournée, et a fini ses jours dans l'oubli, de même que le Sultan fantoche Mohamed Ben Arafa qu'il avait contribué à placer provisoirement sur le trône chérifien.

Le Bachaga Boualem qui, en Algérie, avait embrassé la cause française, vit en exil, et l'on n'entend plus parler de lui, tandis que les Harkis qui avaient combattu pour le colonialisme français vivotent misérablement loin de leur pays d'origine.

Exilé aussi l'ex-Empereur du Vietnam Bao Daï, qui du moins a compris à temps qu'il n'était pas prudent pour lui de retourner en Indochine, et a dû prendre ses précautions pour mener une vie assez confortable.

Le dernier en date des laissés pour compte est Ali Aref, le leader des Afars de la Côte des Somalis. Longtemps la France a misé sur lui, l'a encouragé à contrer les revendications des Issas. Maintenant que Djibouti est devenu un boulet trop lourd à traîner pour l'impérialisme français, on le rejette purement et simplement. L'indépendance se prépare, non avec lui comme il le voudrait, mais sans lui. Rejeté par la majorité des Afars, qui ont compris la nécessité de s'unir aux Somalis, il devra tôt ou tard quitter son pays lui aussi. Mais il ne manque ni d'énergie ni de combativité, aussi pour l'instant s'accroche-t-il au pouvoir qui lui échappe. Peine perdue. Ceux qui se sont trompés de chemin sont balayés par les événements.

Jacques GALLIENNE.

Aux souscripteurs de l'ouvrage

CINQUANTE ANS DE «LA R.P.»

La disparition brutale de notre ami Alexandre CROIX va retarder encore la parution du livre du cinquantenaire.

C'est Alexandre Croix qui le rédigeait en s'appuyant sur une volumineuse documentation. Il était au bout de son travail, mais il mettait au point son manuscrit. Celui-ci n'avait pas encore été donné à l'impression.

Il nous faut maintenant le récupérer et faire cette dernière révision à la place de notre si regretté camarade.

Que les amis souscripteurs prennent encore patience ! Nous pensons que l'ouvrage sortira à l'automne.

A PROPOS DE L'AUTOGESTION

En réponse à l'article de Guilloré : « L'autogestion, une utopie créatrice », nous avons reçu la lettre suivante signée par le secrétaire général de l'Union départementale F.O. de la région parisienne. Nous la publions sans commentaire comme une contribution au débat ouvert parmi nous.

La « Révolution Prolétarienne » a, par la plume de Raymond Guilloré, commenté, dans son numéro 623, le Congrès tenu par l'Union Régionale F.O. à l'Hay-les-Roses les 10 et 11 avril, et plus particulièrement la déclaration faite par André Bergeron à propos de l'autogestion.

De la « Révolution Prolétarienne », nous n'attendons nullement une approbation sans faille et sans nuance des positions F.O., qu'il s'agisse de la Confédération elle-même, ou de son Union de la Région Parisienne : l'amitié suppose la compréhension, mais n'abolit pas le droit de critique. Le commentaire de Guilloré est donc, pour nous, une incitation à expliquer plus clairement notre attitude à l'égard de l'autogestion, et une contribution au débat ouvert dans nos rangs sur cette question.

Il n'y a pas, croyons-nous, de contradiction réelle entre le fait, pour les militants parisiens de F.O., d'applaudir, à quelques jours de distance, à la création de la Coopérative « Drevet » et aux propos de Bergeron : c'est précisément parce qu'ils sont — vous l'avez souligné — des coopérateurs en « situation concrète » qu'ils se méfient des « autogestionnaires qui nient la coopération ».

C'est cette méfiance que traduit Bergeron. Elle s'explique :

1° *par l'imprécision maintenue, à la C.F.D.T., autour de la notion d'autogestion. L'exemple de LIP, de TEPPAZ, et d'autres entreprises moins connues du public semble indiquer, non pas ce qu'elle est, mais plutôt ce qu'elle n'est pas. L'autogestion n'est pas la coopérative ;*

2° *par les condamnations fréquentes, depuis les rangs cédétistes, des coopératives existantes, au motif qu'elles ne remettent pas en cause l'économie de marché, ce qui est d'ailleurs exact. Mais refuser « l'abolition du salariat et du patronat » pour quelques-uns parce qu'on souhaite l'obtenir pour tous, c'est faire la politique du « tout ou rien », ce qui est contraire à l'esprit de la CHARTE d'AMIENS (« l'accroissement du mieux-être des travailleurs par la réalisation d'améliorations immédiates »), à la tradition du syndicalisme confédéré puis FORCE OUVRIERE, et à la pratique du syndicalisme chrétien, du moins jusqu'à la date récente où il a découvert la « stratégie de rupture »».*

Nous, militants F.O. parisiens, sommes dans notre très grande majorité partisans de la formule coopérative et le rôle joué par notre Union Régionale, bien avant le cas « Drevet », dans la création du Chèque-Coopératif-Restaurant, par exemple, le montre surabondamment. Avant de reconnaître que ce que nous faisons à l'occasion c'est la même chose que ce que la C.F.D.T. recommande en toute occasion, bien des points devraient être clarifiés.

Et notamment, parmi d'autres :

1° *l' « autogestion » s'appliquerait-elle aux entreprises et secteurs énumérés (2e partie, chapitre II) au programme commun, ou à toutes les entreprises ? et dans ce dernier cas, pourquoi pas à LIP et à TEPPAZ ?*

2° *l' « autogestion » suppose-t-elle le transfert de la propriété de l'entreprise à l'Etat ? Et n'est-ce pas dans ce cas là précisément que risquerait de se produire ce que vous et nous redoutons grandement, l'intervention du « technocrate désigné par le pouvoir central, nouveau patron pire peut-être que l'ancien » ?*

3° *l' « autogestion », inversement, permet-elle le maintien de la propriété nominale à ses actuels détenteurs, les travailleurs de l'entreprise étant seulement appelés à la gérer eux-mêmes dans le cadre du Plan ? Voilà qui ressemblerait plus à l'association capital-travail qu'à la coopération de production ?*

4° *en régime « autogestionnaire », le Plan serait-il indicatif ou contraignant ? Dans la première hypothèse, l'économie de marché disparaîtrait-elle ? Dans la seconde, l'autogestion au niveau de l'entreprise se ramènerait-elle au choix de la sauce à laquelle les travailleurs seraient mangés ou, plus simplement, à l'intégration du syndicalisme à l'entreprise, complément de l'intégration de l'entreprise au Plan, donc à l'Etat ?*

Avant de poser sérieusement d'autres questions, il serait nécessaire que des réponses précises aient été données sur quelques points essentiels. Or, celles qui ont quelquefois été avancées, devant des rangs syndicaux ou politiques, font montre d'une foi solide en l'avenir pour résoudre les difficultés, et de plus de lyrisme que de netteté.

Il ne nous paraît donc pas contradictoire, tout en conservant notre position de principe et de fait en faveur des coopératives, dans la perspective de l'abolition du salariat et du patronat, de demeurer plus que réservés à l'égard des principes ambigus de l' « autogestion », tels du moins qu'ils sont actuellement présentés. Et les faits — toujours LIP et TEPPAZ — nous inclinent à nuancer notre réserve de méfiance, voire d'hostilité.

Tout cela n'épuise pas le débat. Mais nous avons tenu à mettre en évidence certains de ses éléments qui font apparaître notre position, qui est la même que celle de Bergeron, comme plus motivée que ne donne à penser le propos de Raymond Guilloré.

C. PAYEMENT.

PARMI NOS LETTRES

La « R.P. », un laboratoire d'idées

De Jean MOREAU (94) :

Dans son excellente « lettre d'Amérique », Pierre Aubéry *rappelle un extrait du* « Père Peinard » *dans lequel* Pouget *indiquait judicieusement qu'il s'agit moins dans une revue ouvrière de théoriser que de décrire avec le minimum de littérature le tableau exact et documenté de l'injustice sociale. Sans pour autant tomber dans le sado-masochisme de l'autocritique stalinienne, j'ai le sentiment dans mon dernier article sur la crise de la jeunesse de n'avoir su éviter les excès de la prose spéculative sans doute parce que « le conseil est plus facile à formuler qu'à suivre » mais il n'en demeure pas moins qu'une revue comme la nôtre doit comporter — me semble-t-il —* le mélange équilibré de réflexions générales et de monographies concrètes *qui permettent à la fois d'agir la pensée et de penser l'action ouvrière. Sans cela, inévitablement toutes deux risqueraient de se perdre dans l'irréel ou de sombrer dans un opportunisme quotidien.*

Il me semble utile de dire également pourquoi j'ai été amené personnellement à écrire dans la R.P. Que mes lecteurs se rassurent, cet égocentrisme seulement apparent n'a pas pour but l'exaltation toujours détestable

du moi mais permet en voyant plus clair de pratiquer cette culture personnelle qui autorise la construction de cette société « d'hommes fiers et libres » dont parlait F. Pelloutier *et à laquelle il nous arrive de rêver...* La démocratie sociale, *en effet,* n'est pas naturelle à l'individu, *c'est une conquête de tous les instants et comme tout ce qui est culturel quelque chose qui s'apprend, qui se maîtrise, qui s'affine. La R.P. demeure l'une des feuilles ouvrières sinon la seule dans notre société capitaliste à prétention libérale où il est possible* de tout dire *sans ménager les calculs à court terme des appareils, l'aliénation d'une masse robotisée et momentanément assoupie ou les soucis immédiats de l'électoralisme... tout en revendiquant* le droit de se tromper *dans les opinions exprimées. Qu'il s'agisse des handicapés, des jeunes marginalisés, de la technologie, du dogmatisme révolutionnaire, je ne connais guère de revue dans laquelle j'aurais pu m'exprimer avec autant* de *liberté d'esprit et parce que je ne suis pas le seul à avoir cette exigence, je pense que nombre de camarades, militants du combat social peuvent et doivent trouver dans la R.P.* cet organe honnête d'expression de la pensée et de l'action prolétariennes *à l'heure même où le mouvement syndical est — peut être plus que jamais — divisé, cléricalisé ou simplement confus dans ses perspectives et son orientation alors que se développent les techno-bureaucraties de droite ou de gauche qui sans doute domineront pour un temps plus ou moins long le monde de demain.*

Un excellent camarade qui occupe d'importantes fonctions dans une mutuelle de fonctionnaires à qui je faisais part de cette exigence d'honnêteté qui condamne sans doute notre revue à rester minoritaire me disait qu'il était inefficace de se faire plaisir. Voire ! Il n'est pas d'émancipation authentique pour une classe sociale si elle ne s'accompagne conjointement d'une libération individuelle et collective *et à côté des incontestables réalisations du mouvement ouvrier il est de plus en plus indispensable que se développe, en toute indépendance à l'égard des appareils,* un laboratoire d'idées dont seules sans doute quelques-unes seront fécondes mais dont toutes obéissent à l'impératif de rechercher librement la vérité et de la dire. *Telle me semble être la vocation de la R.P. qui, si elle accomplit convenablement cette tâche, permet dans un sens révolutionnaire de* confronter les paroles avec les actes et les intentions affirmées avec les réalisations amorcées *et toujours perfectibles.*

Un autre camarade, prof. de l'enseignement technique, militant « Unité et Action » du S.N.E.S. et par conséquent manipulé à son insu par le parti communiste, qui lisait pour la première fois la R.P., me disait qu'il la trouvait intéressante et curieuse, *encore qu'il soit choqué que dans un récent article je parle de « mes camarades de F.O. », car il est bien connu que pour les prélats de sa tendance hors de leur Eglise, il n'est point de salut. Sans doute voulait-il dire son étonnement devant une pensée qui demeure à la fois* pluraliste, ouvrière *et* révolutionnaire *à laquelle il n'avait guère été habitué. Sa remarque qui ne peut que nous conforter dans l'idée que le sens critique est le propre de l'homme en même temps qu'elle justifie notre existence, trace le chemin qui nous reste à parcourir. Elle suggère combien jeunes et moins jeunes militants de la R.P. nous devons persévérer et progresser pour que se développe dans les diverses organisations auxquelles nous appartenons la seule action qui puisse emporter notre adhésion, celle qui selon les fortes paroles mêmes de* Roger Hagnauer *est réalisée* par *et* pour *la classe ouvrière.*

... Il suffit pour cela de se prendre par la main, affirmait naguère un certain Monatte... *Pourquoi les jeunes d'aujourd'hui, mes camarades et mes contemporains, seraient-ils dans ce domaine inférieurs à leurs aînés ? Leur « fonction » n'est-elle pas de faire aussi bien, mieux même que les militants qui les ont précédés ? De cela, à moins d'abandonner l'*optimisme profond *qui doit animer tout révolutionnaire digne de ce nom, nul n'a le droit de douter.*

P.-S. — Une lettre-manifeste *qui reprendrait les idées qui nous rassemblent ne pourrait-elle pas être publiée dans la R.P. et adressée en particulier aux organisations amies, nos abonnés ayant pour mission de diffuser spécialement ce numéro exceptionnel autour d'eux ?*

***

Le meilleur outil pour faire la révolution ?

De Jean DUPERRAY (Loire) :

Je ne suis nullement irrité par les articles de Gallienne mais, au contraire, très fraternellement intéressé puisqu'ils reposent les questions de nos options fondamentales. Trois coups de cuillère à pot ? L'exiguïté de la revue est, hélas ! la première cause de la brièveté de tout exposé de motifs. Mais Gallienne semble considérer comme bases communes, acquises, des principes qui, selon moi, paraissent ou faux ou discutables, ou en opposition (c'est un droit absolu) avec ceux fondamentaux de la R.P. même. (Entre autres : faire prédominer la notion de classe sur celle de tendance, de secte, ou de parti.) A savoir : L'indépendance du syndicalisme se situe à l'égard seulement des gouvernements. Les organisations syndicales et les partis politiques sont des organismes de même nature. La différence essentielle, à ce propos, entre les syndicats, c'est qu'ils sont influencés ou par un seul ou par plusieurs partis. Les syndicats ne groupent leurs membres que sur une base professionnelle. La Révolution est essentiellement création de la volonté humaine, se fait donc effectivement, et se fait à partir d'un instrument, d'une organisation, conçus dans ce but. Notre tâche la plus urgente et la plus efficace serait de travailler à l'unification des petits mouvements politiques d'extrême gauche. Même question encore, mais sous une autre forme, à propos de « croyez-vous au diable ? ». S'agit-il de psychologie humaine, à ce propos, ou de modes d'organisations sociales, politiques, économiques, déterminées par de grandes lignes de force, échappant à la volonté humaine et non encore maîtrisée par elle ?

***

Deux opinions diamétralement opposées

De J. MASCAREL (Perpignan), en renouvelant un abonnement de soutien de 80 F :

« Bon courage au noyau ! La R.P. est une revue à laquelle on s'attache de plus en plus car elle devient, semble-t-il, toujours plus riche. »

(Notre ami veut sans doute parler des « vraies richesses », car pour ce qui est de la richesse au sens monétaire, alors là, malheureusement, nous ne sommes pas « de plus en plus riches » !)

De Guy JOUSSAIN (Brest) :

« Mon abonnement à la R.P. se termine ce mois-ci. Par convenances personnelles, trouvant la ligne de la revue trop réformiste à mon goût et regrettant d'autant plus la R.P. d'antan, j'ai décidé de ne pas renouveler mon abonnement. »

(Nous demanderons à notre camarade pourquoi il estime que la R.P. est réformiste ; deuxièmement pourquoi il pense qu'elle est plus réformiste que la R.P. d'antan.)

***

« Fraternellement vôtre »

De FRADIN (91) :

Veuillez trouver ci-joint un chèque de 100 F sur le Crédit Lyonnais, en renouvellement de mon abonnement. Toujours fidèle à votre revue, son intérêt reste aussi vif qu'au premier jour.

Alexandre CROIX n'est plus !

Tu n'es plus, cher Alexandre : comment pourrions-nous le croire ?

J'écris en revenant du cimetière de Saint-Denis où tu reposes, après les longs jours écoulés depuis ce sinistre mardi 8 juin. C'était le jour attendu, le déjeuner riche d'échanges fraternels qui nous réunissait chaque semaine, le plus souvent près de la Bibliothèque Nationale ; Guilloré et Mercier Vega ont été des nôtres, Charbit s'était annoncé. Cette fois, c'est à Pigalle, car la Nationale est fermée le mardi qui suit la Pentecôte ; nous serons quatre, avec Albert Lemire et Marianne, nièce de Lamine Gueye, ancien président socialiste du Sénégal.

Tout semble bien. Mais, en début d'après-midi, brutalement, l'infarctus te terrasse ; puis le film se déroule, inexorable ; dans quelle angoisse nous te conduisons à Lariboisière où, resté lucide malgré ton insigne faiblesse, tu me dis de prévenir aussitôt la vaillante Lily, compagne d'élection pour le meilleur et pour le pire... Malgré les soins, à 20 heures, notre Alexandre cesse de respirer, et en voilà pour jamais ! Le lendemain, nous ne trouvions plus que la forme figée de celui qui fut intelligence et cœur, érudition, sensibilité affectueuse et souriante, finesse et discrétion ; un homme, un homme libre.

Le vide qu'il laisse est inexprimable, pour sa femme, si noble dans l'épreuve, pour ses amis, nombreux et désolés, pour les camarades de la R.P. — qu'il souhaitait ouverte aux courants rénovateurs —, pour tout ce qu'on était en droit d'attendre encore de lui.

Sa connaissance du mouvement socialiste — dans le sens le plus étendu, le moins partisan, le plus fédéraliste du terme — était universelle, inouïe : maître sociologue, *il savait tout*, retrouvait tout, classait tout ; il appréciait événements et acteurs avec une intuition admirable des valeurs et des hiérarchies, sans jamais aucune prévention : c'était un ravissement de l'entendre et de le lire, d'autant que sa supériorité ne l'entraînait jamais à pontifier ; il restait la modestie même ; personne *n'écoutait* comme lui.

J'avais pris l'habitude de le consulter, sur ma thèse, *Auguste Blanqui le Révolutionnaire professionnel*, sur l'élaboration de mes essais historiques, je sais ce que je lui dois ; c'est lui qui a conçu la présentation, dans la R.P. de janvier, d' « A la recherche de l'Histoire perdue ». Notre camaraderie était devenue, selon ses propres termes, une « parfaite concordance de vues et de sentiments », pour tout dire une amitié, — si nécessaire que je ne sais, pour le peu qui me reste à vivre, comment je pourrai me passer de lui. Il est présent dans ce que j'écris, dans le préambule de « La lettre de Marx et l'Affaire Blanqui de 1861 » que publie *la Nouvelle Revue Socialiste*, dans ce que nous avions projet de faire ensemble. Sans prétendre, il s'en faut, enfermer la forte personnalité d'Alexandre dans notre communion, je puis dire que j'ai appris beaucoup en lisant *Jaurès et ses détracteurs*, sur l'histoire sociale d'un temps que j'imaginais connaître : sous sa plume, les faits mêmes que j'avais pu vivre prenaient leur sens, leur couleur véritable ; si Croix savait rester sereinement humain, il ne transigeait pas sur ses options de paix et de liberté.

Dans son Jaurès, il avait pu défricher un sol encore ingrat, évoquer, en ornant son texte d'illustrations abondantes choisies aux meilleures sources, les faits et les individus d'hier et d'aujourd'hui, lui qui avait approché les acteurs et les annalistes. Certes, en dehors d'un petit cercle, Alexandre était loin d'avoir donné sa mesure. Ceux qui découvriront *Jaurès et ses détracteurs* sentiront, à leur tour, en apportant leur suffrage, où mène le totalitarisme de parti, ce qu'il nomme « l'éternel guesdisme », embryon de l'Etat tentaculaire et policier. Encore une fois, Alexandre, si profondément tolérant, parce qu'il respectait la liberté d'autrui comme il entendait qu'on respectât la sienne, n'acceptait ni le totalitarisme, de quelque masque qu'il s'affuble, ni la dictature, ni le paternalisme qui étouffe toute initiative : c'était là l'option fondamentale et généreuse.

Son érudition ne se limitait pas à l'histoire sociale ; sa culture était immense. Comme Albert Lemire, il connaissait et appréciait le grand écrivain Marcel Proust — que Monatte recommandait de lire. A la suite d'un premier papier publié en 1975, il m'avait signalé d'autres erreurs dans la biographie de Painter, notamment sur Edwards, écumeur de la presse d'avant la première guerre, du *Matin* (où il avait fait collaborer Guesde) au *Petit Sou* (où il provoquait son beau-frère Waldeck-Rousseau), sur l'abbé Mugnier et... Lénine, etc. J'en ai fait état dans le *Bulletin des Amis de Marcel Proust 1976* qui vient de paraître, en laissant bien entendu à Alexandre Croix le mérite de ses découvertes.

Mieux encore, il m'avait remis, trop tard pour le *Bulletin 1976*, déjà composé, un documentaire sur la participation de Robert Proust à la geste de l'Affaire Dreyfus. Robert Proust, alors jeune interne des hôpitaux et frère cadet de Marcel, figurait au programme, très chargé, d'un Grand Meeting du 10 décembre 1898 en l'honneur du Lieutenant-Colonel Piquart alors emprisonné, avec tant de sommités de la pensée, du journalisme et de la politique : Anatole France, Aristide Briand, Buisson, Havet, Seignobos, Morhardt, Psichari, etc., etc. Dramatique confrontation : Déroulède avait pris le risque courageux d'y venir porter la contradiction dans cette assemblée houleuse, il n'avait dû son salut, de justesse, qu'à la protection, narquoise et dédaigneuse, de Sébastien Faure. Avec sagacité, Alexandre, qui avait retrouvé l'affiche du meeting, décortiquait les composantes de l'amalgame dreyfusard, où les « intellectuels » pouvaient faire entendre leur protestation grâce à la combativité agressive des anars, fer de lance de la coalition, les politiques proprement dits restant quelque peu en retrait. Quel rappel, à la fois précis et désabusé !

Je dois arrêter l'effusion d'un chagrin encore à vif, à moins d'une semaine de la perte qui a rassemblé auprès de sa compagne les premiers amis alertés, parmi eux le fidèle Alain Beaumelle.

Certains, mieux qualifiés, diront d'autres aspects attachants de notre ami Alexandre Croix. J'ai tenté simplement d'exprimer, sans apprêt, l'émotion et la douleur de ceux qui étaient près de lui dans ses derniers instants.

Maurice PAZ.

***

Avec cette lettre je voudrais partager avec vous le chagrin profond que m'a causé la mort subite de notre pauvre ami Alexandre.

Je l'avais rencontré mardi dernier devant le café de la rue Duperré ; nous avions parlé de Gaston Couté. En rentrant le soir chez moi j'ai relu un peu du bouquin sorti aux Editions du Vieux-Saint-Ouen et quand j'ai appris le décès de notre cher Alexandre, je ne pouvais m'empêcher de penser à Couté, regagnant dans les pires souffrances son domicile de Montmartre avant sa mort à Lariboisière, à la fin d'un mois de juin.

J'ai fait la connaissance de Charles Herrard (A. Croix) lorsqu'il fournissait la matière première de « L'Histoire de la Guerre 39-45 » pour Galtier-Boissière. Je tenais alors la petite librairie de la place de la Sorbonne en tapant les manuscrits et depuis nous nous étions toujours revus régulièrement. Depuis 15 ans nous habi*tions le même quartier et sa mort a été pour moi déchirante...*

Ce que j'ai appris de lui : le respect de la personne humaine, ne pas juger les gens sur leur aspect extérieur mais savoir détecter dans chacun, l'intérêt qu'il nous apporte...

Mme POIRSON.

L'IMPASSE INTERNATIONALISTE

— R.P. août-septembre 1975 : La lutte des minorités nationales (J. Gallienne).
— R.P. octobre 1975 : A bas le nationalisme (J. Teilhac).
— R.P. novembre 1975 : Internationalisme ou A-nationalisme (J. Gallienne).
— R.P. mars 1976 : Tout ce qui est supra-national est nôtre (R. Guilloré).

Et ça continue : S. Rubak, dans la R.P. d'avril 1976, fait rebondir la balle : « Jouer sur les mots en disant que l'internationalisme implique l'existence des nations, cela ne nous avancerait guère ».

Cette balle, ressaisissons-la.

Dans le tome III des *Œuvres Complètes de Bakounine*, par Arthur Lehning, en cours de publication aux éditions Champ Libre, sont reproduites (pp. 309-310) les considérations ci-dessous de la Fédération jurassienne sur un projet belge de révision des statuts de l'Association Internationale des Travailleurs. Ce texte date de 1872.

« ... *Le projet belge parle de fédérations* nationales. *Sur ce point, nous devons faire nos réserves. A nos yeux, prendre pour base de notre organisation fédérative le fait artificiel des nationalités politiques,* c'est *rompre en visière avec nos premiers principes. Nous voulons détruire les Etats politiques, et nous commencerions par nous parquer dans des fédérations calquées sur les frontières des nationalités actuelles ? Non, nos amis belges n'ont pas examiné d'assez près cette question. Le seul principe qui doit déterminer le groupement des sections en fédérations, c'est l'affinité naturelle, qui sera par exemple l'identité de langue, la position géographique, la similitude d'intérêts économiques. Quelquefois, ce groupement naturel coïncidera avec les frontières d'une nationalité, comme en Belgique, par exemple ; mais ailleurs, pour constituer une fédération nationale, il faudra faire violence aux affinités naturelles...*

« ... *Au terme de fédérations* nationales, *nous proposerons de substituer celui de fédérations* régionales, *qui a d'ailleurs été employé jusqu'à présent ; et par fédérations* régionales, *nous entendons un groupe formé naturellement, abstraction faite de toute considération politique ou de frontière, avec pleine liberté aux sections de ce groupe de se fédérer ailleurs quand elles le trouvent de leur intérêt. Car sans cette liberté de la fédération, point de véritable autonomie.* »

Dans son petit bouquin paru au Seuil, *Mon Pays et le Monde*, Andrei Sakharov qualifie le socialisme autoritaire d'impasse historique. A la lumière des considérations de la Fédération jurassienne, ne peut-on parler aussi de l'impasse historique de l'internationalisme ? La nation n'exclut-elle par l'inter-nation ? La nation n'est-elle pas par nature « non internationalisable » ? Vous y croyez, vous, à l'Europe des Nations, à l'Europe de M. Debré, dont je ne vous infligerai pas la reproduction des déclarations qu'il faisait récemment à Amboise ; veuillez me croire sur parole : comme toujours, elles vous combleraient ! L'Europe des Debré peut-elle être autre chose qu'un quarteron hargneux de partenaires arrogants, méfiants et jaloux ? L'Europe des Nations peut-elle être, au mieux, autre chose qu'une supernation, convaincue de sa supériorité souveraine, de sa mission universelle, d'être porteuse d'un message planétaire, « sûre d'elle et dominatrice » ? Si nous sommes vraiment pour l'union des peuples, ne devons-nous pas rejeter la solution — même pas utopique : infantile ! — de l'internationalisme, nous hâter de sortir de l'impasse nationale, de mettre en pièces la Nation, cette création conjoncturale, artificielle, instable, incohérente, contraignante, absurde et douteuse, et de bâtir, cette union, cette fraternelle et libre fédération des hommes sur l'increvable base de la Région (increvable comme « l'increvable anarchisme »), qui se reconnaît, se satisfait et s'épanouit non seulement dans sa singularité, dans son unité, dans son authenticité, dans sa pérennité, mais aussi dans le respect de la singularité, de l'unité, de l'authenticité, de la pérennité de ses voisins, par tous ces signes, ces marques, ces caractères particuliers, spécifiques que des siècles et des siècles d'oppression centralisatrice n'ont réussi à effacer ni du milieu naturel, ni des travaux des hommes, ni de leur cœur ? Les Nations ne doivent-elles pas faire violence à leur nature pour se fédérer, alors qu'il est dans la nature des Régions de se fédérer ? **Jean TEILHAC.**

L'ouvrier tunisien menacé

Le Premier Mai dans les pays où la démocratie est nominale, n'est plus une journée de revendications de la classe ouvrière, mais de festivités. Cette année, ce fut l'exception en Tunisie. Le meeting traditionnel n'a pas eu lieu comme à l'ordinaire dans une vaste salle de cinéma ou au palais des sports, mais à la Bourse du Travail. De plus, il n'a été présidé ni par le chef de l'Etat ni par le premier Ministre. Car il était de tradition que toutes les réunions publiques ou des cellules du Parti auxquelles on donne abusivement le nom de Congrès, ne peuvent être tenues que sous la présidence d'un ministre ou d'un haut fonctionnaire du Parti. Il n'y eut donc pas au cours des discours des recommandations de prudence et des promesses pour l'amélioration du sort des travailleurs. En vérité, ces promesses étaient souvent tenues et les dispositions législatives annoncées étaient souvent prises. Ainsi était entrée en application la généralisation de la retraite, peu importante il est vrai, mais utile. Par contre les ajustements des salaires étaient insuffisants, compte tenu de la progression des prix des denrées de base, et les contrats collectifs avaient été insuffisamment appliqués du fait de la mauvaise volonté des patrons que le gouvernement cherche à ménager avec l'idée de créer une classe d'entrepreneurs et d'industriels capables de faire sortir le pays du sous-développement. La timidité des inspecteurs du travail vis-à-vis des petits patrons (couture, mécanique et petites entreprises) procède également du même esprit.

Depuis vingt ans, alors que les fortunes des nouveaux riches se chiffraient par milliards, que des capitaux internationaux prospéraient et des banques internationales ouvraient dans le pays, le pouvoir d'achat de l'ouvrier n'avait été que peu sensiblement amélioré. Il fallait donc finir avec le paternalisme.

Le Premier Mai a donc pris cette année son vrai sens. L'offensive a commencé le lendemain avec la grève des préparateurs à la Faculté des Sciences. Ils revendiquaient l'ajustement des traitements avec les salaires du secteur privé. A diplômes, compétences, travail et responsabilité égaux, salaire égal. Puis ce furent les transports publics, suivis des postiers, des ouvriers des manufactures des tabacs, des ouvriers de l'aciérie et de l'arsenal de Menzel-Bourguiba, etc. Je laisse de côté les étudiants en perpétuelle effervescence et les ouvriers de la zone industrielle de Djebel Djelloud où depuis un an il ne se passe pas une semaine sans qu'une grève éclate... Mais le fait nouveau, inconnu en France et peut-être dans tout le vieux monde, c'est la **grève des magistrats.** Les jeunes magistrats auxquels sont venus s'adjoindre par solidarité les jeunes avocats, tous en robe, ont occupé la salle des pas perdus du tribunal pendant une matinée.

Dans le cœur des salariés et des intellectuels, il y a un levain qui fermente. Les gouvernants en ont certainement conscience ; mais emprisonnés dans les préjugés désuets avec lesquels ils ont gouverné pendant vingt ans, ils refusent d'abandonner une parcelle de leurs pouvoirs au peuple tunisien, pourtant majeur. Ils refusent de reconnaître que la démocratie, basée sur l'égalité des Droits Politiques et Economiques est seule viable.

Ahmed BEN MILAD.

40 ans après juin 36

SOUVENIRS D'UN MILITANT

Pour moi, c'était hier. Il faisait beau. Il y avait beaucoup d'espérance dans l'air. On croyait qu'enfin le monde allait changer de base comme l'on chante dans « l'Internationale ». Les foules accouraient aux cortèges du Front populaire. Léon Blum était, un peu malgré lui, la figure de proue de l'époque. Il était plein de bonne volonté mais ballotté au faîte des vagues de l'immense agitation.

Le 13 février 36, il fut victime d'une agression sauvage de la part des « camelots du roi ». La manifestation du 16 février y répondit ; je vis ce jour-là, boulevard Henri-IV, lors de la formation du cortège vers la Bastille, des taxis qui amenaient des brassées de drapeaux tricolores que des militants communistes distribuèrent aux manifestants !

Il n'entre pas dans mes intentions de faire l'historique savant de l'année 36. D'autres l'on fait et, en particulier, Georges Lefranc dans l'ouvrage magistral publié chez Payot en 1965 ; il contient une somme énorme de documents. La « Révolution Prolétarienne » y est citée (je reviendrai sur un petit opuscule, sur le même sujet, dans la collection « Archives » où il est question de moi). Lefranc insiste sur le fait que l'explosion de 36 n'ensanglanta pas le pavé. Pour moi, je crois qu'elle fut la revanche des grandes défaites de la classe ouvrière ; dans l'intervalle des deux dates 20-36, le patronat fut le maître absolu du jeu. Prenons un exemple : chassé d'un établissement, le travailleur avait tout juste une heure pour foutre le camp avec ses clous, sans cela on téléphonait à la police pour un vidage en douceur !

Il m'est arrivé, durant les occupations d'usines de juin 36, de parcourir, le Paris de la métallurgie. Cependant, je ne me suis pas rendu chez Renault où le parti communiste coiffait le mouvement tout comme aujourd'hui. Dans les usines de téléphonie où j'allais, chez Thomson par exemple, il y avait une extraordinaire petite bonne femme, Marie Laurin, qui savait tenir tête aux « apparatchniki » en puissance. Elle exprimait avec bon sens le vouloir instinctif des ouvriers. Lors de la fameuse nuit au ministère des P.T.T., pour la conclusion de la convention collective particulière à l'industrie des Télécommunications, elle étonna les délégués patronaux et fit honte au député-maire de Dijon, Jardillier (S.F.I.O.) qui ne voulait pas tenir de séance de nuit parce qu'il avait une répétition de l'Harmonie municipale de sa bonne ville ! Victor Delagarde, directeur de l'A.O.I.P., une coopérative ouvrière où l'obligation syndicale était absolue dès sa fondation en 1895, poussait de temps à autre le bras du ministre pour le réveiller.

Au matin de cette fameuse séance de nuit où notre convention fut signée par toutes les parties en présence, nous nous sommes retrouvés dans un petit bar matinal à prendre le café et les croissants. Ces messieurs de « Polytechnique », attendris, nous racontèrent presque tous qu'ils avaient été socialistes dans leur jeunesse et que Jaurès à la tribune était un beau spectacle. Je ne sais pas ce qu'est devenue la camarade Marie Laurin, mais elle symbolisait bien le type spontané de militant que 36 révéla (hélas ! fugitivement) à l'encontre de pas mal de fonctionnaires syndicaux routiniers et sceptiques.

Je tiens à apporter un témoignage sur l'utilisation des documents d'époque quelle que soit la sincérité de leurs utilisateurs. Dans un petit ouvrage de la collection « Archives » intitulé « Juin 36. L'explosion sociale du Front populaire » présenté par Georges Lefranc, un bon camarade du nom de Sauvage y parle de mon intervention, en tant que représentant de la Fédération des Métaux, dans une usine de Levallois où il travaillait alors. Ce camarade, politiquement « pivertiste » présente mon intervention comme celle d'un réformiste avéré. Je n'ai rien contre un réformisme qui apporte des réformes ; il m'est plus sympathique que le verbalisme prétendument révolutionnaire. Cependant, chez Jaeger, à Levallois, j'avais été mis en garde par un vieux copain qui avait fait son apprentissage dans cette boîte : « Méfie-toi, chez Jaeger, il existe des relations tout à fait paternalistes entre ouvriers et patron ; modère ton style habituel de syndicaliste révolutionnaire ; n'appuie pas trop sur l'accélérateur ! ». Je fus étonné de constater chez ces métallos l'empreinte émotionnelle des résultats électoraux que Marceau Pivert devait exalter dans son célèbre article du « Populaire » : Tout est possible ! Mes auditeurs de Levallois attendaient que je leur apporte les tablettes de la Loi libératrice de l'exploitation capitaliste.

Contrairement à la légende, les élections d'avril 36, n'ont pas été pour le Front Populaire un triomphe écrasant. La droite déjà battue en 1932 par le nombre de suffrages l'était encore en 1936 mais elle ne reculait que de 37,35 % à 34,88 %. Bien sûr, le deuxième tour donna aux partis du Front Populaire et à ses franges 376 élus contre 222 aux différents partis de la droite et du centre. Mais les radicaux devenaient les arbitres du Front Populaire. On devait assez vite le constater. Ce qui était vraiment une progression très nette, c'était celle du parti communiste passant de 783.097 voix en 1932 à 1.467.949 voix en 1936.

Il n'y eut donc pas de raz-de-marée électoral. Mais pour les travailleurs de chez Jaeger et d'ailleurs, impatients de secouer le joug, ce succès électoral ouvrait la route à l'action virile dans les ateliers et les chantiers, au poing abattu vigoureusement sur la gueule de la réaction.

En tant que membre de la Commission exécutive de la Fédération des métaux C.G.T., je me rendis dans de nombreuses usines de la région parisienne où des travailleurs organisèrent des bals avec l'accordéon de rigueur. Cela fut surtout le fait des grandes boîtes. Mais même dans les petits établissements, on suivait le mouvement et on couchait dans les ateliers. Sur le sujet, Maurice Lime a écrit un bon témoignage, quoique romancé : « Les belles journées » que notre Robert Louzon estimait beaucoup en son temps.

A la direction des syndicats, rien n'était prévu. Le flot populaire emportait tout dans une sorte de fête joyeuse, chacun n'ayant que l'ambition d'avoir sa carte syndicale le plus vite possible. On faisait la queue à la Bourse du Travail, mais il fallait s'en retourner avec le bout de carton rouge estampillé.

Pour en revenir à l'occupation des usines, il ne faut pas croire qu'elle date de juin 36 uniquement. Déjà, après la première guerre mondiale, les camarades italiens, ceux de Turin en particulier, furent les premiers à inaugurer cette forme d'action. Elle avait l'avantage de réduire l'action de la police et celle de « la jaunisse ». Plus tard, aux U.S.A., mais avant notre juin 36, les C.I.O. utilisèrent cette excellente méthode de lutte pour secouer quelque peu la vieille bureaucratie de la Fédération du Travail, dédaigneuse à cette époque des ouvriers non qualifiés. Mais l'imitation de cette forme de lutte, dans des conditions différentes, qui sévit en ce moment (1976) dégrade sa valeur intrinsèque.

Nous nous trouvons en ce quarantième anniversaire des journées de juin 36, dans une situation politique qui mérite d'être examinée avec objectivité. Une gauche électorale peut espérer gagner les élections de 1978, mais les stratifications sociologiques ont évolué depuis quarante ans. Nous avons 3.500.000 travailleurs étrangers et, chaque année, 800.000 jeunes se présentent

pour réclamer du travail, de préférence en rapport avec le niveau intellectuel des temps présents (supérieur à celui de 36, du moins dans les ambitions). Même sans insister sur la sinistre course aux armements, la situation est chargée d'orages futurs. Les bien-pensants, les éternels gogos, répondent : « il y a le programme commun de la gauche unie ». « Tu parles ! », peut répondre Gavroche. Il serait grand temps que les prestigieux champions du Programme commun veuillent bien s'expliquer sans détour sur ce qu'ils comptent faire dans l'éventualité très probable des coups fourrés de la part du grand capital, et aussi du moyen capital et même du petit capital. Babeuf (encore un fou dans le genre de ceux que l'on rencontre à la « Révolution Prolétarienne ») écrivit un jour à un certain Dubois de Fosseux, à propos de Jean-Jacques Rousseau et de beaucoup d'autres réformateurs de l'époque : « C'est bien dommage qu'ils laissent leurs moyens en blanc ».

Que nous voilà loin de ces braves gens qui astiquaient les usines en 1936 et qui croyaient qu'elles seraient remises en marche pour les besoins de l'Homme et non plus pour le profit capitaliste !

Albert LEMIRE.

GRANDES MANŒUVRES EUROPÉENNES CONTRE LA LIBERTÉ D'OPINION

Les tarifs postaux « préférentiels » sont à la fois un moyen de pression, et d'élimination de la presse d'opinion. Il y a une volonté chez certains technocrates d'élimner les moyens d'expression de la démocratie par le biais de la « rentabilité ».

Le vrai motif est politique. Il s'agit de mettre en condition l'opinion publique grâce à une presse de masse complaisante. Dans l'art de la manipulation on à affaire à des spécialistes. L'orchestration de la campagne pour la peine de mort, en utilisant des crimes crapuleux, ou celle « d'aide morale » au club de Saint-Etienne (qui permit en passant d'intéressants bénéfices pour les transporteurs, les fabricants de gadgets, de produits divers), montre qu'au-delà des péripéties il y a une volonté qui dirige, coordonne, organise.

Un nouveau pas est fait dans le même sens avec l'impôt visant le régime fiscal de la presse, qui aggraverait encore la situation présente.

Il se trouve que dans la même période, la Suisse, est en train de remanier sa Constitution à propos des organes de presse. La conséquence étant de privilégier ceux qui le sont déjà, comme par hasard ceux qui défendent le système en place. Même chose en république fédérale allemande où une grève récente a tenté de défendre la presse et l'imprimerie qui en vit.

Comme on peut le constater depuis longtemps le problème presse-imprimerie se joue à l'échelon européen. Jusqu'ici on s'est contenté de jouer les uns contre les autres en limitant les travailleurs, et les petites entreprises, au contexte national tout en fermant les yeux sur les grands employeurs et clients qui eux ne connaissent pas de frontières.

Jusqu'ici, les imprimeries italiennes permettaient souvent des allées et venues dommageables aux salariés d'outre-Alpes.

Or, il semble que l'Italie n'offre plus les garanties d'autrefois.

Dans cette perspective, il s'agit pour le grand capital qui jouit de la presse de masse (très orientée idéologiquement à travers bandes dessinées, romans photos et littérature « distractive » ou « pornos », « apolitiques ») de continuer comme avant, mais dans un contexte moins « large » géographique.

La presse d'opinion est une gêne. La multiplication des petites revues serait un obstacle à une prise en main globale des lecteurs.

La presse dite « publicitaire » (uniquement composée de petites annonces payées par le « client », et qui envahie les boites à lettres) et la presse dite « gratuite », ne donnent pas tous les résultats escomptés malgré une mise de fonds importante.

(Ainsi un journal « gratuit » publicitaire de banlieue distribué à 200.000 exemplaires n'attire que 150 réponses, et le journal des Hauts-de-Seine, payé par le conseil général, tirant à 500.000 exemplaires mensuels a dû fermer faute de lecteurs.)

A la méthode indirecte, succède la méthode directe. D'où les législations idoines.

Ni plus ni moins que de grandes manœuvres européennes, où la France « libérale avancée » est partie prenante.

Daniel SERVET.

LA SITUATION DES REFUGIES EN ARGENTINE

La section française d'Amnesty international nous communique :

Des miliers de Chiliens, Paraguayens, Boliviens, Brésiliens et Uruguayens sont entrés en Argentine, ces dernières années pour échapper à la persécution politique. Ils représentent l'un des groupes les plus touchés par l'escalade de la violence en Argentine au cours de ces deux dernières années.

Comme au Chili après le coup d'Etat de septembre 73, les Latino-Américains réfugiés en Argentine sont soumis aux persécutions, tortures et assassinats, parce qu'aux yeux des forces de sécurité, ils sont particulièrement des éléments « subversifs ». Certains de ces réfugiés ont eu des activités politiques dans leur pays mais d'autres ont été persécutés uniquement parce qu'ils étaient parents avec des « subversifs », avec des intellectuels ou des personnalités de l'ancien gouvernement ou même parfois sans aucune raison apparente.

La circulaire d'Amnesty International *(20, rue de la Michodière, 75002 Paris) nous indique encore que des décrets de la nouvelle autorité militaire ont aggravé la situation des réfugiés qui se trouvent maintenant persécutés et menacés d'expulsion. Elle cite notamment les violences exercées contre* Ary Cabrera, *exilé uruguayen, contre* Enriquez Espinosa, *exilé chilien, et d'autres violations des droits de l'homme.*

CEUX QUI S'EN VONT

Laurent DEVARENNES

Notre équipe est fort éprouvée depuis quelque temps. Voici maintenant que nous perdons Laurent DEVARENNES, un assidu de nos réunions mensuelles. Il fréquentait notre local depuis son inauguration en 1964. Les camarades de l'Union des Syndicalistes et des Editions Syndicalistes connaissaient bien sa longue silhouette. Professionnellement, il était comptable et, à ce titre, il nous rendait des services qui vont nous manquer, compte tenu que la comptabilité n'est pas le fort de nos administrateurs bénévoles.

Devarennes était une manière de socialiste de gauche, assez hérétique. Ce qui explique qu'il se plaisait parmi nous. Son absence dans nos petites réunions, nous la ressentions depuis quelques mois. Maintenant que nous savons qu'elle est définitive, elle va nous peser Il ne nous restera qu'à parler de lui.

Il souffrait depuis longtemps des séquelles d'une maladie contractée il y a longtemps. Il n'a pas résisté à son dernier assaut. Sa douce compagne, Alberte, voudra bien trouver ici l'assurance renouvelée de notre amitié et de notre émotion. Nous espérons que nous la reverrons parmi nous, dans ces réunions où elle avait pris l'habitude d'accompagner Laurent Devarennes, un brave copain.

L'ART MAUDIT

Il est une forme de critique littéraire qui se qualifie volontiers de « sociale « et qui, relevant plutôt d'une morale rigoriste, ouvre la porte à nombre des préjugés de l'art dit : « engagé ».

Depuis l'époque où Pasternak, le premier, avant que nous ayons entendu Soljenitsyne ou Plioutch, proclamait que **« L'homme a besoin de poésie autant que de pain »**, j'ai eu, par deux fois, l'occasion de découvrir, chez Fernand Pelloutier, pourtant, par ailleurs : **« amant passionné et affirmé de la culture de soi-même »**, une sorte de puritanisme anti-art, concevant difficilement que les prolétaires syndicalistes, au cours des huit heures de loisirs réclamés dans les trois-huit, puissent consacrer leur temps à autre chose qu'à la culture de leur conscience de classe aux réactions appliquées explicitement à toute manifestation de la vie et à la détection des luttes de classe dans tout phénomène humain vivant.

La première fois, c'est, je crois, sous la plume approbatrice de l'ami Roger Hagnauer, dans un « Cahier de l'Humanisme Libertaire », rappelant une critique hygiéniste de la musique en laquelle Pelloutier aurait détecté je ne sais quelle lubricité latente menaçant les travailleurs qui seraient tentés de s'abandonner à ses délices.

La deuxième fois c'est, tout récemment, par l'intermédiaire de Pierre Aubery, la découverte renouvelée, donc, de Fernand Pelloutier condamnant la lecture comme une turpitude, la culture de la lâcheté, un repos malsain, et l'art en général comme un complice de la bourgeoisie, un abrutissement, un synonyme concret du lupanar de bas étage, de l'absinthe, de l'alcoolisme, et du café-concert... dans un magma disparate d'équivalences aussi nauséeuses que répulsives.

Il est vrai que citer ainsi Pelloutier sans aucune transposition d'une époque à une autre le trahit sans doute quelque peu.

Il est vrai que l'on trouve plus loin dans les mêmes rappels quelque atténuation de ses généralisations hâtives, bien que dans le seul et immanquable recours aux fameuses classifications permanentes : « L'art bourgeois et l'art social ». ... Quand Vlaminck peint un paysage il tend à être bourgeois, ... s'il peint des terrassiers il tend à devenir social...

« L'art bourgeois fait plus que la police pour le maintien du régime capitaliste...

L'art social fait plus que toutes les révolutions pour l'avènement du communisme libre. »

Louange outrancière après l'extrême simplification qui présidait à la condamnation. Il faut replacer dans son époque un légitime fanatisme de combattant, s'exprimant pas tellement loin de la Commune qui faisait partie du passé récent. Depuis, pas mal d'expériences nous ont réappris qu'il n'y a pas de liberté sociale qui ne comprenne liberté et indépendance de la création artistique. On a peine à imaginer comment une réalisation, ou une œuvre de valeur, même d'un adversaire de classe, peut devenir, même d'un point de vue de classe, forcément inutilisable, dangereuse, et quasi maléfique. Loin de condamner **« l'avide curiosité humaine »** qui peut se manifester chez les travailleurs, Jean Moreau peut parler, quant à lui, de la réhabilitation révolutionnaire de la connaissance, du plaisir, du désir, de la créativité, voire de la paresse. Ce sont des aspirations légitimes et permanentes. Elles ne sont ni plus ni moins tributaires intrinsèquement des conditions sociales du moment que les autres activités et aspirations humaines, mais ne peuvent attendre, même chez les exploités, les conditions idéales d'hypothétiques lendemains, qui peut-être chanteront, pour se manifester en tant que besoins réalisateurs... Dans la seule classe dont nous connaissions jusqu'à son stade actuel de classe dominante, toute l'Histoire, les capacités techniques et économiques n'ont-elles pas été antérieures à sa capacité politique ?

Toute création effective, tout art efficace, est, par hypothèse, plus constructif et révolutionnaire qu'aliénant et n'est pas forcément plus révolutionnaire celui qui se propose par hypothèse de traiter explicitement des sujets sociaux ou de les illustrer.

Il faudrait là tout un éventail d'exemples. Pour aller vite, en choisissant parmi les plus connus, Balzac, monarchiste, Marcel Proust, aristocrate et mondain, Jules Verne, anticipateur, Tolstoï ou Dostoïewsky, Zola, naturaliste, André Breton, surréaliste, sont d'efficaces artistes révolutionnaires indépendamment de leurs conceptions sociales et politiques exprimées et même du degré de « récupération », pour employer un mot à la mode, que peut opérer de leurs œuvres le commerce de l'édition bourgeoise. On pourrait d'ailleurs dire que le commerce, et même la pensée bourgeoise, ont « récupéré » également Marx, Proudhon, Bakounine, Mao, ou Lénine, qui étaient largement offerts aux étalages des kiosques à journaux de l'Espagne même, bien avant la disparition de Franco.

Si le mot dialectique a un sens pour nous, nous pouvons concevoir qu'il y a dans toute œuvre réelle une dynamique qui n'est pas forcément celle que ses utilisateurs voire son auteur lui ont attribuée.

Il en est de même pour Simenon, moderne, Balzac, célèbre et méconnu, pour Hardellet, le Marcel Proust de la commune, ... et là je vais faire sans doute sauter plus haut... en ce qui concerne le grand écrivain San Antonio-Frédéric Dard.

Céline et Rabelais des bibliothèques de gares, et révolutionnaires du langage écrit.

Il en fut de même pour bonne partie de la littérature populaire dite : opium du peuple, de bas étage, d'Eugène Sue à Fantomas, fleuve irremplaçable bien qu'en voie de disparition, de témoignages historiques sur la condition prolétarienne et populaire quotidienne sur près ou plus de cent cinquante années. Rien n'est plus instructif à ce propos que la critique des **Mystères de Paris** par Karl Marx, démontrant à quel point on peut se tromper en écrivant d'un simple feuilleton une critique littéraire sociale doctrinalement juste.

On trouverait des exemples identiques au théâtre, au cinéma, en peinture, comme dans les domaines de la musique classique, du jazz, ou de la chanson.

La loi de l'offre et la demande et les nécessités commerciales sont certes pour la production et la consommation artistiques de écueils dangereux. La mission propagandiste sur demande ou le choix des œuvres suivant une quelconque raison d'Etat ne le sont pas moins. On peut certes imaginer une société idéale où l'Art éviterait l'hypothèse des deux écueils qui le menacent.

Mais tout le patrimoine artistique de l'humanité tendrait plutôt à montrer, à travers les âges, que sa vitalité a suffi à les lui faire éviter, bien qu'il n'ait jamais eu à sa disposition de société idéale. Peut-être même cet état de contrainte et de menace permanentes où il a évolué, l'a-t-il, au contraire vivifié et porté au maximum de ses possibilité.

Deux habituels collaborateurs de la R.P. seront sans doute de mon avis.

Aubery qui, quelque peu en contradiction avec sa citation de Fernand Pelloutier, écrit dans le même article : **« Il est certain qu'à la longue l'écrivain est générateur de conscience ; il questionne, trouble, remet en question, renverse les valeurs acquises ».**

Roger Hagnauer qui, dans de beaux livres consacrés à la littérature et aux joies de la lecture, a cité de nombreux textes illustratifs dont les auteurs n'ont pas attendu la Révolution pour exister et ne se sont pas forcément préoccupés d'elle dans leurs œuvres.

Jean DUPERRAY.

A TRAVERS LES LIVRES

MAIN BASSE SUR « LE FIGARO »

par Denis PERIER-DAVILLE (Tema-Editions, Paris)

C'est une histoire de brigand que nous conte ici Périer-Daville. Une histoire de gangster de la presse qui s'est déroulée sans que nous y prêtions trop d'attention. Ce livre nous rendra moins distraits. Son auteur a vécu assez longtemps dans le sérail pour en connaître les détours : il y fut rédacteur pendant vingt-neuf ans ; il vient de le quitter en faisant jouer ce qu'on appelle dans la profession « la clause de conscience » ; il est sorti par une porte, dit-il, tandis qu'entrait par la grande porte le nouveau propriétaire, un certain Robert Hersant, magnat de presse à la manière américaine et, subsidiairement, député (réformateur, ma chère !) quelque part dans l'Oise où il s'est taillé, avec les moyens adéquats, une circonscription en or.

Les questions se pressent déjà et, parmi elles, celles-ci : comment peut-on, à la fin du vingtième siècle, être « propriétaire » d'un journal, d'un grand journal ? Comment peut-on être milliardaire de presse ? Sur ces points, Périer-Daville s'efforce de nous éclairer sans y parvenir complètement, car le mystère semble régner sur l'origine des énormes moyens financiers du sieur Hersant. Dès les premières pages de l'ouvrage nous aurons une idée affolante de l'importance des moyens (financiers et autres) dont il faut disposer aujourd'hui pour « acheter » « Le Figaro », la rédaction avec le tout (c'est ainsi du moins que M. Hersant l'entend). Pour l'auteur du livre lui-même, qui anima pendant dix ans, au milieu de difficultés qu'il nous conte, la Société des rédacteurs du « Figaro », il ne fait pas de doute que pour faire un journal (un journal comme « Le Figaro ») il faut d'abord un milliardaire. A la fin de son œuvre, il pose la question : existe-t-il des milliardaires convenables ? Pour nous, il n'y en a pas. Il existe peut-être des milliardaires convenables en tant que milliardaires. C'est alors qu'ils ne nous conviennent pas.

En tout cas, ils ne nous conviennent pas comme directeurs de journal. Nous lisons chez Périer-Daville : « Le Figaro a été acheté par Robert Hersant pour la somme de 73 millions de francs » (près de sept millards et demi d'anciens francs, si nous ne nous trompons pas). Le solde, actuellement de 23 millions, devrait être réglé à la fin de 1976. Et notre auteur pose aussitôt une autre question très attendue : D'où vient l'argent ? Elle nous amuse parce qu'on la lit à la fin de chacun de nos numéros : mais nous comptons en francs courants quand M. Hersant compte en millions !

Avec les propriétaires d'hier, on savait à peu près à quoi s'en tenir : Prouvost, c'était la laine ; Béghin, c'était le sucre. Le profit tiré de l'exploitation des ouvriers du Nord était réinvesti en partie dans « Le Figaro », ce qui n'était pas une mauvaise affaire. M. Périer-Daville nous dit que, jusqu'à ces dernières années, les bénéfices étaient substantiels. Ce n'était pas rien que « Le Figaro » ! Le plus grand journal bourgeois du matin, baignant dans le conformisme en politique comme en art, un journal dit objectif, dit libéral dont les chroniqueurs sont académiciens et où règne la plume omnisciente de M. Raymond Aron. On se doute bien que le pouvoir en place n'était pas indifférent dans le choix d'un nouveau « propriétaire » ; il ne l'avait jamais été ; il ne l'était pas dans les nouvelles circonstances créées par le retrait de M. Prouvost, jeune vieillard de quatre-vingt-dix ans. Le gouvernement feignait seulement l'indifférence. En réalité il déblayait le terrain devant M. Hersant, premier et dernier postulant. D'autres personnages avaient occupé la scène un court moment, tel M. Bettencourt, ancien ministre et richissime par l'Oréal interposé, et aussi l'inévitable J.-J. Servan-Schreiber. Mais le morceau était pour Hersant, l'homme qu'il fallait, paraît-il, pour redresser la barre, asseoir le droit souverain du « propriétaire », et aussi, et surtout, venir à bout de cette société des rédacteurs (d'ailleurs loin d'être homogène et fiable) sans oublier de mettre son nez dans les avantages acquis jugés exorbitants du personnel technique.

A vrai dire, Prouvost s'en allait quand il en était temps pour l'héritage de sa famille « Le Figaro » était en déclin et connaissait l'amertume du déficit. Celui-ci ne lui était peut-être pas totalement imputable, car Prouvost possédait aussi un groupe de presse dont « Paris-Match » était le fleuron et qui commençait à battre sérieusement de l'aile. On dit — en tout cas Périer-Daville le laisse entendre — que des transferts de fonds ont pu s'opérer vers le groupe qui en avait le plus besoin. C'est ce mystère que l'auteur tente de dévoiler à l'avant-dernier chapitre de son livre.

Auparavant il nous a conté dans le détail l'histoire du « Figaro » depuis sa reparution en 1945, une renaissance sur laquelle De Gaulle lui-même veilla. Une structure spéciale était établie pour assurer « l'indépendance » de la gestion et de la rédaction à l'égard de la propriété ; l'équipe de Pierre Brisson était intronisée dans ce but, à charge pour elle de verser les bénéfices à la société propriétaire, ce qu'elle ne manqua pas de faire (sans doute après de substantiels prélèvements pour les traitements, salaires, indemnités, prébendes et divers). Ce qui reste de l'équipe initiale avec les cooptations constitue encore auourd'hui la « hiérarchie » selon le mot souvent employé par Périer-Daville. Il n'était pas au bout de ses peines avec sa société des rédacteurs dans une telle maison !

Ce ne fut pas seulement un combat de dix ans contre cette « hiérarchie » et ses directeurs successifs, y compris le dernier en date, le mol académicien d'Ormesson. L'opposition s'installa dans la place. Et puis la société des rédacteurs ne rencontra pas le soutien de la section CGT du Livre. Périer-Daville écrit que la direction (au sens large) d'une part et le syndicat CGT d'autre part, n'avaient pas le même objectif en contrecarrant ses efforts. En est-il bien sûr ? Les dirigeants autoritaires et monopolistes de la Fédération CGT du Livre n'aiment pas tout ce qui prend figure d'autogestion. Des rédacteurs qui prétendent écrire ce qu'ils veulent (en admettant qu'ils le veuillent) ? Nos néo-syndicalistes n'aimeraient pas ça ! On a constaté la même hostilité latente dans le conflit de « Paris-Normandie », une autre conquête de M. Hersant, dont Périer-Daville nous parle subsidiairement.

La démission du Syndicat de la Presse parisienne, considérée comme une libération, est la première action d'éclat de ce nouveau patron, milliardaire non convenable. Mais c'est quand même mauvais signe pour ce malheureux « Figaro » qu'il doive maintenant quitter son bel hôtel du Rond-Point des Champs-Elysées, au plus bel endroit de Paris. On ne l'imagine pas autre part. Où ira-t-il sous la haute main de ce M. Hersant qui est tout, sauf un enfant de chœur ? Pourtant jusqu'ici un enfant de chœur ne déparait pas l'horizon quotidien du « Figaro ».

R. G.

***

« LE MONDE » TEL QU'IL EST

par Michel LEGRIS (chez Plon)

Il ne s'agit plus dans ce livre d'une histoire de brigand, ou alors il faudrait étendre, d'une manière excessive, le sens du mot « brigandage » au domaine intellectuel. L'auteur n'y contredirait peut-être pas ; son pamphlet est sévère pour le journal « Le Monde » auquel il collabora pendant seize ans. L'analogie avec l'ouvrage précédent s'arrête là. Dans celui-ci, on n'entend pas tinter les gros sous ni froisser les bank-notes. Les accusations n'en sont pas moins graves.

Michel Legris en veut à la maison qu'il a quittée en 1972. Il veut la démystifier, détruire l'image de marque qu'elle a dans le public français et international. Son objectifivité n'est qu'apparente, dit-il. Il ne mâche pas ses mots : il l'accuse de duplicité et de tartufferie. Incontestablement, il a une bonne plume. La rédaction du

« Monde » n'en manquait pas quand il en faisait partie. Dans son genre particulier, elle n'en manque pas encore.

Les portraits des différents lecteurs du « Monde » que Michel Legris trace au début de son ouvrage sont bien vus. Je m'y reconnais, en prenant peut-être un peu dans chaque. Je passe en moyenne deux heures de mes journées à lire le « Monde ». C'est une nourriture régulière, sinon un plat unique. Je ne vais pas me mettre à cracher dans ma soupe. Michel Legris me dira qu'elle n'est pas franche, qu'on l'assaisonne pour en faire passer le goût suret. Je répondrai que je ne suis pas dupe du cuisinier. Mais il me nourrit, alors que tous les autres gargottiers me soulèvent le cœur (je parle des grands journaux dits d'information). Michel Legris veut-il que je me mette à lire « Le Figaro » de M. Hersant ? (Je confesse qu'il m'arrive de le parcourir assez souvent. Mais ne cherchons pas à dissimuler : mon journal, c'est « Le Monde »). Il doit avoir certaines qualités puisque sa diffusion augmente, que sa prospérité s'affirme alors que s'accuse le déclin de son rival bourgeois, « Le Figaro ».

Il me faut dire tout de suite quelque chose à Michel Legris : depuis plus longtemps que lui, puisque jusqu'en 1972 il participait à l'entreprise jugée aujourd'hui malsaine, je sais (nous savons) que l'objectivité du « Monde » est une fausse objectivité (mais où est la vraie ?), que ses informations, pour être beaucoup plus larges et éclectiques, n'en sont moins orientées, que cela se traduit par l'amalgame de l'information et du commentaire, par des titres habilement composés pour mettre en état convenable le lecteur pressé. Je dois lui dire encore que les exemples qu'il cite ne sont pas les plus probants et que nous pourrions lui en fournir de meilleurs. Pour nous, « Le Monde » privilégie le parti communiste. Mais demandez à celui-ci, il dira que « Le Monde » est anticommuniste. Deux professeurs du parti ont même consacré un livre pour essayer de le démontrer. Cela prouve seulement l'ambiguïté du journal ; sa réputation d'objectivité, récusée d'ailleurs d'un côté et de l'autre, n'est sans doute pas autre chose que son art de la présentation, ce qui n'est pas rien pour un cuisinier. Cependant, un convive trouvera mauvaise une sauce que l'autre trouvera bonne.

Pourtant, l'auberge à l'enseigne du « Monde » a son fumet particulier. Il y a quelque chose de commun à tous les plats, plus nombreux, plus variés qu'ailleurs. Qu'est-ce ? On n'ose pas dire : quel est celui qui met son grain de sel là-dedans ? Quel est l'ordonnateur, s'il y en a un ? Si Michel Legris nous montre « Le Monde » tel qu'il est, plus exactement tel qu'il le voit maintenant, il ne nous explique pas pourquoi il est ainsi. Personnellement, je crois simplement que « Le Monde » est atteint de cette maladie que l'on pourrait appeler le complexe de l'intellectuel de gauche, une maladie qui détruit, qui dévie en tout cas, le sens de l'objectivité. On tombe dans la rouerie pour ne pas avoir l'air d'être moins à gauche que le parti communiste. C'est ainsi que Jacques Fauvet, actuel directeur du « Monde » a soutenu plusieurs fois, et soutient sans doute encore, que, depuis sa création en 1920, le parti communiste n'a pas cessé de lutter pour l'unité de la gauche ! Ceux qui, minoritaires, ont effectivement lutté pour l'unité, plus particulièrement pour l'unité syndicale, s'amuseront de cette naïveté, si c'en est une.

C'est donc une lecture critique du « Monde » que nous faisons ; il a le mérite de nous en donner la substance. Pourquoi Michel Legris a-t-il attendu seize ans pour découvrir ce qui est la marque spécifique du « Monde » depuis qu'il a pris la succession du « Temps » que lisaient aussi les révolutionnaires ? Il nous dira que c'est une évolution subtile qui a transformé le journal de Beuve-Méry en celui qu'il dénonce aujourd'hui. Nous n'en croyons rien. C'est la continuité que nous voyons de Beuve-Méry à Fauvet. Michel Legris relègue en bas de page le fait que, le 10 mai 1952, « Le Monde » de Beuve-Méry a publié un rapport attribué à l'amiral américain Fechteler « dont l'authenticité, dit-il, a été contestée ». Il n'est plus contesté que ce prétendu rapport était un faux. Sa publication en pleine « guerre froide » avait autrement de nocivité que les mésinformations citées par Legris. Un minimum de mémoire aurait évité à certains rédacteurs actuels du « Monde » les mines de pudeur offensée qu'ils ont cru devoir prendre au moment de l'affaire du document déformé publié par la rédaction de « Republica ».

Cela dit, allons acheter le « Monde » ! Le livre de Michel Legris nous aidera — mais en était-il besoin ? — à le lire avec l'esprit critique en éveil.

R. G.

⁂

LE MOUVEMENT ANARCHISTE EN FRANCE
de Jean MAITRON

Vol. 1, des origines à 1914, 468 p., Vol. 2, de 1914 à nos jours, 440 p. (Paris : François Maspéro, 1975). Bibliographie et index.

Devant le déluge de discours, d'informations et d'imprimés qui déferle sur nous, jour après jour, nous craignons souvent de laisser échapper, de ne pas discerner au passage, le message, le texte qui nous concerne plus particulièrement, qui enrichirait notre vision du monde, qui contribuerait le plus efficacement à étendre nos connaissances et à mieux asseoir nos convictions. Et, même si nous savons le reconnaître, comment nous l'approprier, en assimiler la substance et plus encore en partager l'enseignement avec tous ceux dont les préoccupations sont analogues aux nôtres et qui sauraient en tirer parti ? Après avoir lu certains livres nous voudrions être capable d'inventer une présentation inédite, un langage nouveau pour les mieux faire connaître car ils apportent une contribution vraiment originale et sont véritablement indispensables.

L'ouvrage de Jean Maitron est de ceux-là, œuvre d'une vie, sa première édition remonte à plus de vingt-cinq ans auxquels il faut ajouter des années de recherches préalables, il s'est constamment enrichi jusqu'à sa nouvelle édition qui tient compte des travaux les plus récents en la matière et continue jusqu'à nos jours sa présentation du mouvement anarchiste en France dans la foisonnante diversité mais aussi dans la cohérence logique et la continuité de ses options fondamentales.

Innombrables sont les recherches et les publications sur l'anarchie qui ont trouvé leur point de départ, leur source et leur inspiration dans le livre de Maitron. Citons ici, à titre d'exemple, le monumental **Dictionnaire biographique du Mouvement ouvrier français** qui s'accroît régulièrement de nouveaux volumes. Bien des articles que nous avons nous-mêmes signés sur les éléments anarchistes dans la littérature fin de siècle n'auraient jamais été écrits si une phrase, une référence de Maitron ne nous avaient lancé sur la piste d'une féconde recherche.

Le Mouvement anarchiste en France représente une vaste synthèse de toute une littérature quasi inaccessible, enfouie dans les archives et les bibliothèques, qui donne corps et substance à ce qu'on peut appeler la tradition anarchiste. Pour nous ce livre a été la chronique d'une étonnante richesse et d'une rare précision d'un mouvement d'idées, d'une famille d'esprit, d'une sensibilité, d'un tempérament qui imprègnent profondément la vie ouvrière française. Toute cette saga anarchiste à demi oubliée, qui faisait encore partie des traditions orales du milieu des dockers, des terrassiers et des maçons et autres manuels au Havre, entre les deux guerres, le travail méticuleux, minutieux, lumineux de Maitron nous permet d'en avoir une vue d'ensemble et à travers elle d'en reprendre possession, de la mieux assimiler et surtout de la mieux comprendre.

Sous sa plume ce sont les idées, les théories, les événements et tout le personnel humain d'un siècle d'histoire ouvrière qui revient. Jamais on n'a l'impression de se trouver en face d'une thèse, d'un dépouillement d'archives mais bien plutôt d'une sorte de résurrection intégrale du passé qui nous permet de participer aux réflexions et aux expériences d'une très remarquable espèce d'hommes et de femmes qui ont su pro-

longer et enrichir jusqu'à nos jours les enseignements de Proudhon, Bakounine, Kropotkine et Pelloutier. Quel que soit l'aspect du mouvement anarchiste sur lequel nous souhaitons nous documenter, qu'il s'agisse de la Fédération jurassienne, de la reprise individuelle, de la propagande par le fait, de l'ère des attentats, du syndicalisme révolutionnaire, de la question de la population, de l'enseignement, de la religion, de l'illégalisme des bandits tragiques, des organisations et journaux anarchistes, des rapports entre anarchisme et marxisme, Maitron en parle et mieux encore y consacre une étude détaillée, riche de références bibliographiques. Car, toujours d'une parfaite objectivité, il expose les faits, cite les textes, donne les références et, s'abstenant de tout jugement de valeur, laisse à son lecteur le soin de se faire une opinion et de tirer ses conclusions. Ces deux volumes constituent une véritable encyclopédie portative de l'anarchisme en France, l'indispensable compagnon de toutes lectures sur le mouvement ouvrier et un guide très sûr, pour quiconque cherche à comprendre ce qui fermente au sein de la nouvelle classe salariée depuis mai 1968, à garder constamment à portée de la main.

Mais prêterait-il, par quelques-uns de ses aspects, le flanc à la critique ? Dans **L'Anarchisme, de la doctrine à l'action** (« Idées » Gallimard, 1965), Daniel Guérin s'efforce de se démarquer de ses devanciers. Dans l'avant-propos de cet ouvrage, au demeurant fort bien fait et très utile, il écrit : « le petit livre que voici n'a voulu être ni une histoire, ni une bibliographie de l'anarchisme. Les érudits qui lui ont consacré leurs travaux ont été surtout préoccupés de n'omettre aucun nom dans leurs fichiers. Attirés par des ressemblances superficielles, ils ont cru découvrir de multiples précurseurs. Ils ont accordé à peu près la même importance à des génies et à des sous-fifres. Ils ont raconté, avec un luxe de détails parfois superflus des vies, plutôt qu'ils n'ont réellement approfondi des idées. Les résultats de leurs savantes compilations procurent au lecteur une impression d'éparpillement, de relative incohérence, et au bout du compte il en est encore à se demander ce qu'est réellement l'anarchisme ».

Certes il y a, dans l'abondante littérature consacrée à l'anarchie bien du sensationalisme et d'inutiles redites. Mais ce n'est pas à Maitron qu'on pourrait reprocher le goût de l'anecdote pour l'anecdote. Il n'y a pas un détail cité dans son livre qui n'éclaire et ne précise le mouvement divers mais toujours cohérent et intelligible de la fresque qu'il brosse. La remarque de Daniel Guérin nous semble surtout trahir une singulière méconnaissance, chez un chercheur aussi bien informé, de ce que représente l'anarchisme pour l'ouvrier français. L'anarchisme certes c'est « l'idée » brillamment formulée, exposée et déployée par une pléiade d'esprits vigoureux et rigoureux. Mais c'est plus encore une pratique, un mouvement comme le syndicalisme révolutionnaire par exemple, qui n'existe et ne vaut que par la foule des sans-grade que Daniel Guérin voudrait voir rejetés dans les ténèbres extérieures, qui lui ont donné par leurs actes, les paroles et leurs récits, visage et substance. L'anarchisme c'est précisément l'exaltation de la personnalité et de la créativité des sans-galon que tous les autres partis et institutions établies veulent faire passer au laminoir de leurs doctrines et de leurs rigides structures hiérarchisées qui finalement détruisent ce qui fait la fécondité de leur tempérament et de leur sensibilité. Plus encore si on veut bien lire attentivement tous les exemples que donne Maitron d'obscurs militants qui eurent leur heure et apportèrent leur pierre à l'édifice, on peut se demander si parmi les policiers qui les traquaient, les juges qui les condamnaient, les geôliers qui les gardaient dans les prisons et les bagnes, il y avait beaucoup d'individualités qui, même de loin, les valaient intellectuellement et moralement, en générosité et en talent. Qu'on pense aux Ravachol et aux Emile Henry que l'anarchie a produits par dizaines, à tous ceux qui ont contribué par leurs gestes à redonner quelque confiance et quelque dignité aux victimes humiliées et aux offensés de l'exploitation capitaliste.

S'interrogeant sur le point de savoir « qui sont les anarchistes ? » Maitron conclut qu'ils ne sont ni des marginaux, ni des artisans passéistes ou des intellectuels utopistes, mais des ouvriers, des employés, point tellement différents des autres membres de la famille socialiste. L'Anarchiste cependant demeure avant tout un révolté, un passionné de liberté qui a le culte de l'individu et une certaine fierté qui lui fait parfois malaisément supporter les humiliations auxquelles l'expose sa faiblesse et l'amène à résister de toutes ses forces et en s'exposant aux plus grands risques, à toute contrainte matérielle ou morale.

Œuvre vraiment magistrale que celle que Maitron a su mener à son terme avec une modestie et une objectivité exemplaires. Si l'université française savait dépasser ses préjugés et sa prédilection pour les spéculations ésotériques, elle s'empresserait d'honorer le vrai mérite d'un tel ouvrage en appelant son auteur au Collège de France pour y tirer les leçons d'une histoire qui concerne particulièrement la classe ouvrière.

Pierre AUBERY.

*

LA REVANCHE DE BAKOUNINE

Ce titre est celui d'un ouvrage remarquable de Philippe Oyhamburu (collection Antidotes des Editions : Ententes), qui mérite étude et commentaire... même débat contradictoire. Nous y reviendrons. Mais on peut fort bien surtitrer par cette formule le dernier ouvrage de notre Gaston Leval publié par Spartacus : **La pensée constructive de Bakounine.**

Nous devons à Gaston Leval — outre des livres écrits en langue espagnole et qui ne sont pas traduits — des ouvrages sur : **la pratique du socialisme libertaire — l'indispensable Révolution — l'Etat contre le communisme...** et tout dernièrement, un témoignage, un véritable monument sur **l'Espagne libertaire**, et **les collectivités agricoles** (sans parler de ses mémoires et de ses poésies).

Mais on peut dire qu'il est l'un des plus tenaces, certainement le plus fervent des défenseurs de Bakounine. Et lorsqu'il a engagé cette besogne de probité et de justice, on ne se bousculait pas autour de la tombe d'un des plus grands révolutionnaires de notre temps. Il fallait quelque courage pour briser cette conspiration du silence qui avait suivi le torrent d'injures et de calomnies issu de Marx et entretenu par lui (1). Le nom de Bakounine suffisait pour provoquer le « Vade... Retro... Satanas ! », proféré sur le ton de l'exorcisme délirant... par tous les docteurs et sacristains de l'Eglise marxiste. Il est tout à fait normal qu'un Duclos... associé pendant sa longue vie à toutes les basses besognes staliniennes... ait rempli son dernier ouvrage de la fiente des calomnies marxistes et soviétiques contre Bakounine. Gaston Leval l'exécute magistralement. Il est impensable qu'on ose reprocher à Bakounine cette fameuse confession, découverte en 1917, par laquelle il tenta **vainement** de tromper le tzar... **qui fut suivie de huit années de la prison la plus dure, de cinq années de déportation en Sibérie**, d'où il s'évada... **et de quinze années de participation directe aux luttes révolutionnaires, nationales et internationales.** Il est scandaleux qu'il soit jugé par des ex-staliniens... des gens qui ont toujours appliqué, sans aucune gêne, la hideuse morale de la fin justifiant les moyens... qui déclaraient en 1926 dans un texte public **qu'il fallait écraser l'opposition PAR TOUS LES MOYENS** (2).

Cependant ces misères n'occupent que fort peu de place dans l'ouvrage de Gaston Leval. Ce qui nous paraît édifiant, c'est justement cette suprême offensive contre Bakounine... qui n'a jamais paru aussi vivant, aussi actuel.

Gaston Leval avait déjà publié : **De Marx à Bakounine.** Cette fois, ce qu'il veut... à l'aide de citations intelligem-

ment choisies, c'est détruire cette légende d'une sorte de « Garibaldi » révolutionnaire, pour qui selon une formule de Nietzsche — terriblement abusive — **« ce n'est pas une bonne cause qui justifie une bonne guerre, c'est une bonne guerre qui justifie une bonne cause ».**

Ce héros authentique fut d'abord un penseur dont la culture étendue et profonde, hors de tous les processus scolaires et universitaires, ne fut pas simple distraction désintéressée, mais au contraire fut motivée par les justifications de la Cause et les nécessités de l'action. Sa philosophie matérialiste anticipe sur les découvertes de la science contemporaine. Mais ces principes étant formulés sur tous les problèmes — encore posés aujourd'hui — il cherche des solutions... et s'il est vrai selon une philosophe de notre temps que la question a souvent plus d'importance que la réponse... on s'instruira en **discutant** avec Bakounine sur **la liberté et l'égalité**, sur **le fédéralisme**, sur **la pédagogie**, **le travail et les loisirs**, **la science et le socialisme**, **le syndicalisme**, **l'Etat**... et **le marxisme** dont le grand calomnié par Marx et les marxistes parle avec une probité exemplaire... Leval a raison de définir ce qu'il appelle le **« Marxisme bakouninien »**... Mais ce que Bakounine avait prévu : ce sont les tragiques aberrations, le despotisme sanglant, que Marx n'avait probablement pas imaginés... qui cependant sont aujourd'hui encore justifiés par le marxisme.

La revanche de Bakounine : c'est — selon la conclusion de Gaston Leval — **qui si par le socialisme l'humanité peut atteindre à la justice économique, à la suppression des classes et à la véritable paix sociale, ... la liberté et l'humanisme sont plus que jamais les conditions de notre bonheur et de notre dignité.**

Alors on peut dire de l'ouvrage de Gaston Leval, ce que Victor Hugo disait en publiant **l'Histoire d'un Crime**, sous l'Ordre Moral : **« Ce livre est plus qu'actuel, il est urgent ».**

Roger HAGNAUER.

---

(1) On peut admirer l'incontestable génie de Karl Marx et condamner les procédés qu'il employa pour discréditer ceux dont la haute valeur intellectuelle et morale pouvait s'opposer à sa « magistrature ». Proudhon et Bakounine furent victimes de ce sordide ostracisme. D'éminents penseurs et militants, qui s'affirmèrent marxistes, eurent le courage de réagir.

(2) Fernand Loriot, l'un des premiers zimmerwaldiens, l'un des fondateurs du Parti communiste français, dont il se sépara en 1925 en même temps que nous, manifesta, lors de la publication de cette odieuse formule, une indignation motivant une rupture définitive avec ceux qui avaient approuvé cette justification d'une immoralité aussi monstreuse. Je l'ai entendu dire à un de ses vieux compagnons de la guerre et de l'après-guerre, en repoussant la main tendue : **« Tu as voté cela. Je ne te connais plus ».**

D'OU VIENT L'ARGENT ?

MOIS DE MAI 1976

RECETTES

Abonnements ordinaires	1.532,38	
Abonnements de soutien	527,16	
		2.059,54
Souscription		647,08
Vente au numéro		65,00
Compte ES		36,00
Total des recettes		2.807,62
En caisse au 1er mai 1976		6.908,33
		9.715,95

DEPENSES

Impression expédition numéro de février	4.527,74
Téléphone	103,35
Frais de déplacements	154,00
Total des dépenses	4.785,09
En caisse au 31 mai 1976	4.930,86
	9.715,95

ABONNEMENTS DE SOUTIEN

L. Marzet (93), 100 ; Y. Deler (33), 75 ; Hennaut (Belgique), 80 ; M. Body (78), 100 ; Malfatti (75), 80 ; N. Bobillier (Suisse), 92,16. — Total : 527,16 F.

SOUSCRIPTION

M. F. Serret (07), 10 ; R. Bossière (92), 12 ; L. Simon (93), 40 ; Muratet (31), 50 ; Andrieu (92), 100 ; Lippe (Belgique), 105,08 ; M.-L. Marquis (75), 20 ; M. Paz (75), 20 ; Deruest (Belgique), 100 ; reliquat réunion (75), 140 ; Mme Vve Nicolas (75), 20 ; Andrieu (06), 20 ; J. Duperray (42), 10. — Total : 647,08 F.

En repoussant nettement toute ingérence dans la vie politique intérieure de notre pays, nous ne mettons pas en discussion l'appartenance de l'Italie aux alliances et aux organisations internationales dont elle fait partie. Dans ce cadre, l'Italie devra devenir un facteur plus actif de la détente et de la coopération en Europe et dans le monde. Pour ce qui concerne la Communauté européenne, nous proposons que notre pays agisse avec cohérence pour la démocratisation de ses orientations et de ses institutions.

Enrico BERLINGUER

(au meeting « historique » de Paris, le 3 juin 76).

LES FAITS DU MOIS

SAMEDI 1er MAI. — Dans tous les pays, célébration, sous des aspects divers, de la journée internationale des travailleurs. A Paris, les manifestations se déroulent sans incident : dans l'après-midi, défilé monstre organisé par la C.G.T. et la C.F.D.T. ; le matin, deux défilés : celui de certaines organisations « gauchistes » et, d'autre part, celui des militants de Force Ouvrière, le premier organisé à Paris par cette centrale.

LUNDI 3. — L'entreprise Lip de Besançon est déclarée en liquidation judiciaire ; les ouvriers occupent l'usine.
— Le Président de la Côte-d'Ivoire, Houphouët-Boigny est en visite officielle à Paris, tandis que s'ouvre à Nairobi (Kenya) la conférence des Nations unies pour le commerce et le développement.
— A Beyrouth, la guerre civile est plus violente que jamais : 200 morts en deux jours.

MARDI 4. — Mort de l'écrivain provençal Henri Bosco.

MERCREDI 5. — Un journal sudéois, partiellement confirmé par un communiqué de l'état-major suédois, informe qu'une mutinerie a eu lieu, en novembre dernier, sur une importante unité moderne de la flotte russe de la Baltique. La mutinerie aurait été réprimée avec une extrême rigueur.
— En Corse, seize attentats au plastic sont revendiqués par des mouvements de « libération nationale ».

JEUDI 6. — Henry Kissinger rencontre à Paris le président Giscard d'Estaing.

SAMEDI 8. — Elias Sarkis est élu président de la république libanaise. Il est soutenu par la Syrie.

DIMANCHE 8. — Ulrike Meinhof, militante extrême-gauchiste allemande, est trouvée morte dans sa cellule de la prison de Francfort.
— Dans une élection partielle, Jean Royer, maire de Tours, est élu député au premier tour avec 56 % des suffrages. Le candidat socialiste en obtient un peu plus de 21 %, le communiste un peu moins de 18 %.

LUNDI 10. — Ouverture à Paris d'une conférence franco-africaine au sommet. 19 pays africains y sont représentés.

MARDI 11. — Attentat à Paris : l'ambassadeur de Bolivie est mortellement blessé. Une « brigade internationale Che Guevara » revendique l'attentat.

MERCREDI 12. — Le déplacement d'un magistrat de Marseille, chargé du dossier des « ententes pétrolières », provoque une très vivre controverse entre Gaston Defferre, maire de Marseille, et le ministre de la Justice, Jean Lecanuet.

JEUDI 13. — Journée nationale d'action interprofessionnelle organisée par la C.G.T. et la C.F.D.T.

VENDREDI 14. — A Paris, le P.-D. G. du Crédit Lyonnais est tué devant le siège central de la banque par un jeune homme qui se suicide aussitôt.
— Au Liban, la guerre civile a repris avec une grande violence.

LUNDI 17. — Le président Giscard d'Estaing arrive à Washington, à bord de l'avion supersonique « Concorde », pour une visite officielle à l'occasion du bicentenaire des Etats-Unis d'Amérique.
— En Cisjordanie, la tension s'accroît entre la population arabe et les occupants israéliens, après plusieurs manifestations et une répression ayant entraîné des morts.

MERCREDI 19. — En France, l'Assemblée Nationale discute du programme militaire présenté par le gouvernement : dissuasion nucléaire et armée dite conventionnelle.

JEUDI 20. — Grève dans le personnel des banques, décidée conjointement par la C.G.T. et la C.F.D.T.

VENDREDI 21. — Grève chez les journalistes qui provoque la non-parution de la plupart des journaux.

SAMEDI 22. — A la fin de son séjour aux U.S.A., le président Giscard déclare que la France pourrait intervenir au Liban.

LUNDI 24. — Les Libanais musulmans s'opposent à toute intervention française dans leur pays.

MARDI 25. — Ouverture à Annecy du congrès de la C.F.D.T. Par un vote majoritaire (12.000 voix contre 9.000) le congrès décide l'expulsion de l'attaché social de l'ambassade des U.S.A. à Paris.
— Violents incidents à Athènes au cours de la grève nationale de protestation contre la nouvelle législation sur les syndicats.

MERCREDI 26. — Mort du grand philosophe allemand Martin Heidegger.
— Le gouvernement d'Alger proteste très vivement contre le projet d'intervention française au Liban.

JEUDI 27. — Au congrès de la C.F.D.T. à Annecy, Edmond Maire défend l'indépendance absolue de sa centrale syndicale avant et après la crise de pouvoir éventuelle par la gauche. Il confirme et accentue l'objectif de la C.F.D.T. : le socialisme autogestionnaire.

VENDREDI 28. — La C.G.T. déclenche une grève de quarante-huit heures dans les Houillères du Nord-Pas-de-Calais.
— Soljenitsyne dénonce un faux fabriqué contre lui par la police de l'U.R.S.S. et destiné à le compromettre auprès des autres contestataires.
— La France enlève le contrat de vente à l'Afrique du Sud de deux centrales nucléaires.

SAMEDI 29. — Fin du congrès de la C.F.D.T. à Annecy : la résolution d'orientation générale est adoptée par les deux tiers des mandats ; une forte minorité d'origine politique s'est manifestée.
— Les journaux parisiens le « Figaro », « France-Soir », « l'Equipe », n'ont pas paru ce jour : l'arrêt de travail des ouvriers est une réplique à la décision de ces quotidiens de quitter le syndicat de la Presse parisienne, échappant ainsi aux obligations de la convention collective.

DIMANCHE 30. — A Beyrouth, où la guerre civile ne cesse pas, 270 morts dans cette seule journée.

LUNDI 31. — Mort de Jacques Monod, grand savant biologiste français, directeur de l'Institut Pasteur, prix Nobel de médecine et de physiologie.

ENTRE NOUS

Voici donc le sixième numéro de l'année. Ce n'est pas sans mal que nous l'avons atteint. Amis lecteurs, vous connaissez nos difficultés. Ce n'est que par votre aide consciente et continue que la « R.P. » pourra être maintenue. Nous lui faisons appel une fois encore, avec une insistance que vous comprendrez. Pensez à répondre à cet appel, si possible avant de prendre vos vacances. Notre caisse, elle, ne peut être en vacances : il reste des numéros à payer.

Et si nous n'avions que ces plaies d'argent ! Ces jours-ci nous en avons connu d'autres plus éprouvantes : la mort nous a pris brutalement deux de nos amis, Alexandre Croix et Laurent Devarennes. Il faut avoir travaillé fraternellement dans notre petite équipe pour mesurer ce que nous avons perdu.

Nous croyons malgré tout qu'il nous reste des raisons d'espérer. Nous le croyons à la lecture de ce numéro dont le contenu prouve que la vie ouvrière et militante continue d'animer notre revue. On y retrouve les traits caractéristiques d'une coopérative de pensée syndicaliste qui entend rester fidèle à ses origines : d'une part, des commentaires directs et libres de l'actualité sociale ; d'autre part, des rappels historiques — celui de juin 1936, dans ce numéro — qui aident à comprendre l'actualité, à ne pas perdre l'orientation générale de la « R.P. ».

Vous lirez évidemment notre rubrique « Parmi nos lettres ». Elle vous donnera une idée des opinions diverses, quelquefois opposées, qui agitent notre cercle. Cela n'est pas nouveau ; c'est devenu aussi habituel et, pourrait-on dire, aussi normal que nos difficultés de trésorerie.

Pour ces dernières, nous attendons de vous qu'elles soient surmontées encore une fois. C'est en septembre maintenant que nous nous retrouverons pour faire ensemble le bilan exact de notre situation. Un bilan qui ne peut être seulement financier. Sans doute convoquerons-nous une deuxième réunion d'abonnés pour discuter de notre avenir. Nous pensons encore qu'il y a un avenir. A notre dernière réunion mensuelle, des camarades nouvellement intégrés au « noyau » nous ont dit, avec de bons arguments à l'appui, pourquoi ils aimaient la « R.P. ».

C'est une des raisons d'espérer dont nous parlions tout à l'heure. Elle nous console un peu du coup très dur que nous venons d'éprouver par la disparition de très bons compagnons.

Imp. « E.P. », 232, rue de Charenton, Paris-12e
Travail exécuté par des ouvriers syndiqués

Le directeur de la publication : Raymond GUILLORE.
Commission paritaire n° 22.071.